

**HOLDING D'INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORT (HIT)**

Société par Actions Simplifiée

30, boulevard Gallieni

92130 Issy-les-Moulineaux

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2015

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

PHM-AEC
21, rue du Cirque
75008 Paris

HOLDING D'INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT (HIT)

Société par Actions Simplifiée

30, boulevard Gallieni
92130 Issy-les-Moulineaux

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Holding d'Infrastructures de Transport (HIT), tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
 - la justification de nos appréciations ;
 - la vérification spécifique prévue par la loi.
- Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation selon les modalités décrites en note 2.7 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests, ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 3.11 de l'annexe donne une information appropriée.
 - Les notes 2.8.1 et 2.17 de l'annexe aux comptes consolidés décrivent le traitement comptable retenu par le Groupe pour la comptabilisation et le maintien à niveau des immobilisations concédées. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes 3.12, 3.13 et 3.18 de l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application.
- Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 4 avril 2016
Les commissaires aux comptes

Philippe MOURARET



PHM-AEC

Laurent ODOBEZ



Deloitte & Associés

**COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2015**

Groupe HIT

hit
holding d'infrastructures
de transport S.A.S.

SOMMAIRE

4	ETATS DE SYNTHÈSE	4
1	1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	4
4	2. BILAN CONSOLIDE	6
3	3. ETAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	7
4	4. TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	8
9	ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	9
9	1. INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE	9
9	1.1 INFORMATION SUR LA SOCIETE MERE HIT	9
9	1.2 INFORMATION SUR LE SOUS-GROUPE SANEF	9
12	2. METHODES COMPTABLES	12
12	2.1 REFERENTIEL COMPTABLE	12
12	2.2 ARRÊTE DES COMPTES CONSOLIDÉS	12
12	2.3 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : TRAITEMENT DES TAXES PRELEVEES PAR UNE AUTORITE PUBLIQUE (« LEVIES »)	13
13	2.3.1 PRÉSENTATION DU CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	13
13	2.3.2 CONSÉQUENCES COMPTABLES DU CHANGEMENT DE METHODE SUITE A L'APPLICATION D'IFRIC 21	13
13	2.3.2.1 CONSÉQUENCES SUR LE BILAN	13
13	2.3.2.2 BILANS RETRAITES DE L'IFRIC 21	14
16	2.4 METHODE DE CONSOLIDATION	16
16	2.5 METHODE DE CONVERSION	16
16	2.6 INFORMATION SECTORIELLE	16
16	2.7 ECART D'ACQUISITION	16
16	2.8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16
17	2.8.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES DU DOMAINE CONCEDE	17
17	2.8.2 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17
17	2.9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17
17	2.10 INSTRUMENTS FINANCIERS	18
18	2.10.1 ACTIFS FINANCIERS NON DERIVES	18
18	2.10.2 PASSIFS FINANCIERS NON DERIVES	19
19	2.10.3 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	19
19	2.11 STOCKS	19
19	2.12 CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	19
19	2.13 COMPTABILISATION DES IMPOTS SUR LES BENEFICES	20
20	2.14 CAPITAUX PROPRES	20
20	2.15 REMUNERATION DU PERSONNEL EN ACTIONS	20
20	2.16 CHARGES D'INTERETS	20
20	2.17 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES	20
21	2.18 ENGAGEMENTS SOCIAUX A PRESTATIONS DEFINIES	21
21	2.19 RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	21
21	2.20 ELEMENTS FINANCIERS EN PRODUITS ET EN CHARGES	21
21	2.21 DETERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	21
22	2.22 NORMES ET INTERPRETATIONS NON ENCORE EN VIGUEUR	22
23	3. EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHÈSE	23
23	3.1 PERIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23
25	3.1.1 PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN ÉQUIVALENCE	25
26	3.2 CHIFFRE D'AFFAIRES	26
26	3.3 ACHATS ET CHARGES EXTERNES	26
27	3.4 CHARGES DE PERSONNEL	27
28	3.5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES	28

3.6	IMPOTS ET TAXES.....	28
3.7	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS.....	29
3.8	CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS.....	29
3.9	IMPOTS SUR LES BENEFICES.....	30
3.10	RESULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES.....	31
3.11	ECART D'ACQUISITION.....	31
3.12	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	32
3.13	IMMOBILISATIONS CORPORELLES.....	33
3.14	ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ET COURANTS.....	34
	3.14.1 VALEUR COMPTABLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATEGORIES COMPTABLES.....	34
	3.14.2 ANALYSE DES TITRES DE PARTICIPATION NON CONSOLIDES.....	36
	3.14.3 INSTRUMENTS DERIVES.....	37
	3.14.4 INFORMATIONS SUR LES PRETS ET CREANCES EN ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS.....	37
3.15	CREANCES CLIENTS ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION.....	38
3.16	TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE.....	38
3.17	CAPITAL ET PRIMES D'EMISSION.....	39
3.18	PROVISIONS.....	39
3.19	ENGAGEMENTS SOCIAUX DIFFERES.....	40
	3.19.1 REGIMES POST-EMPLOI A PRESTATIONS DEFINIES.....	41
	3.19.2 AUTRES AVANTAGES LONG TERME.....	43
3.20	PASSIFS FINANCIERS PAR CATEGORIES COMPTABLES.....	44
3.21	FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES.....	45
3.22	PASSIFS EVENTUELS.....	46
3.23	GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	47
	3.23.1 RISQUES DE MARCHE.....	47
	3.23.2 RISQUES DE CREDIT.....	50
	3.23.3 RISQUES DE LIQUIDITE.....	50
3.24	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	51
3.25	INFORMATION SECTORIELLE.....	52
3.26	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE.....	54

ETATS DE SYNTHSE

1. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Notes	2015	2014
Produits opérationnels		1 733 157	1 701 902
Chiffre d'affaires	3.2	1 702 190	1 682 214
dont chiffre d'affaires hors construction		1 595 191	1 603 415
dont chiffre d'affaires construction		106 999	78 799
Autres produits	3.5	30 967	19 688
Charges opérationnelles		(1 065 276)	(1 076 417)
Achats et charges externes	3.3	(217 931)	(215 248)
dont charges de construction		(106 999)	(78 799)
Charges de personnel	3.4	(208 690)	(187 981)
Autres charges	3.5	(6 175)	(508)
Impôts et taxes	3.6	(226 116)	(211 274)
Dotations aux amortissements et provisions	3.7	(406 364)	(461 406)
Bénéfice opérationnel		667 881	625 485
Charges d'intérêts	3.8	(279 807)	(294 908)
Autres charges financières	3.8	(115 745)	(30 417)
Produits financiers	3.8	45 897	17 828
Bénéfice avant impôt		318 226	317 988
Impôt sur les résultats	3.9	(139 466)	(142 215)
Quote-part du résultat net des mises en équivalence	3.1	1 051	(8 494)
Bénéfice de l'exercice		179 811	167 279
Part revenant aux intérêts non contraignants		11	23
Dont part attribuable aux actionnaires de HIT		179 800	167 256
Résultat par action (en euros)	3.10	0,12	0,11
Nombre moyen pondéré d'actions		1 512 267 743	1 512 267 743
Résultat dilué par action (en euros)		0,12	0,11
Nombre moyen pondéré d'actions		1 512 267 743	1 512 267 743

Autres éléments du résultat global :

	<i>(en milliers d'euros)</i>	
	2015	2014
Bénéfice de l'exercice	179 811	167 279
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies post-emploi	2 083	(5 543)
Effet impôts	(717)	1 908
<i>Sous-total des éléments ne pouvant pas être ultérieurement reclassés en résultat</i>	<i>1 366</i>	<i>(3 635)</i>
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie	2 459	(32 189)
Recyclage en autres charges financières des pertes sur swaps de couverture de flux de trésorerie ayant fait l'objet d'une résiliation (note 3.8)	6 631	11 325
Amortissement suite à la vente de la réévaluation de la juste valeur des swaps de taux à l'acquisition du groupe Sanef par HIT	(1 748)	(2 260)
Swaps de couverture mis en place lors de l'opération de refinancement (liability management) en 2014, amorti à partir de 2018		(7 616)
Effet impôts	(2 528)	10 584
Variation de la juste valeur des dérivés de couverture de flux de trésorerie des sociétés mises en équivalence - nette d'impôts	851	2 214
<i>Sous-total des éléments pouvant être ultérieurement reclassés en résultat</i>	<i>5 665</i>	<i>(17 942)</i>
Total produits et charges comptabilisés dans les capitaux propres	7 031	(21 577)
Total des produits et charges comptabilisés dans l'exercice	186 842	145 702
Part attribuable aux actionnaires de HIT	186 831	145 679
Part attribuable aux intérêts non contrôlants	11	23

2. BILAN CONSOLIDE

ACTIF	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (*)
<i>(en milliers d'euros)</i>			
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	3.11	2 820 166	2 826 882
Immobilisations incorporelles	3.12	5 179 128	5 256 883
Immobilisations corporelles	3.13	1 84 932	1 86 457
Titres des sociétés mises en équivalence	3.1	51 192	27 172
Actifs financiers non courants	3.14	59 656	79 736
Total actifs non courants		8 295 074	8 377 130
Stocks		6 578	11 631
Créances clients et autres créances	3.15	313 598	306 870
Actifs financiers courants	3.14	2 880	17 403
Créance d'impôt exigible			26 611
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.16	229 202	297 444
Total actifs courants		552 258	659 959
TOTAL DE L'ACTIF		8 847 332	9 037 089

PASSIF	Notes	31 décembre 2015	31 décembre 2014 (*)
<i>(en milliers d'euros)</i>			
PASSIF			
Capital	3.17	1 512 268	1 512 268
Primes	3.17	108 796	165 720
Réserves consolidées et résultat		111 959	87 759
Capitaux propres part du groupe		1 733 023	1 765 747
Intérêts minoritaires		260	98
Total capitaux propres		1 733 283	1 765 845
Provisions non courantes	3.18	413 723	280 378
Engagements sociaux différés	3.19	58 006	42 227
Dettes financières non courantes	3.20	5 335 643	5 599 633
Provision pour impôts différés		368 986	413 693
Total dettes non courantes		6 176 358	6 335 931
Provisions courantes	3.18	78 111	50 158
Dettes financières courantes	3.20	434 851	511 290
Dettes fournisseurs et autres dettes	3.21	377 976	373 865
Dette d'impôt exigible		46 753	
Total dettes courantes		937 691	935 313
TOTAL DU PASSIF		8 847 332	9 037 089

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable présenté en annexe 2.3

4. TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRESORERIE

	2015	2014
ACTIVITES OPERATIONNELLES	667 881	625 485
Bénéfice opérationnel	418 644	487 610
Dotations aux amortissements et provisions	(4 234)	(11 228)
Plus et moins values de cession	(27)	(549)
Variation des stocks	3 074	(289)
Variation des clients et autres créances	(14 639)	(110 300)
Variation des fournisseurs et autres dettes	(37 977)	(19 582)
Impôt payé	(101 669)	(183 095)
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	931 053	788 052
Paiement d'immobilisations corporelles	(41 915)	(45 708)
Paiement d'immobilisations incorporelles	(101 239)	(95 533)
Produits de cession immobilisations corporelles et incorporelles	899	726
Paiement des immobilisations financières	(30)	(296)
Encaissement lié à la vente d'immobilisations financières	(2 415)	(571)
Intérêts perçus	2 992	5 315
ACTIVITES DE FINANCEMENT	(141 708)	(135 689)
Augmentation de capital ou apports	(964)	(170 000)
Dividendes versés à l'actionnaire de Sanef	(170 000)	(19)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants	(23)	558 866
Encasements provenant d'emprunts	902 095	(893 106)
Remboursement d'emprunts	(1 180 523)	7 014
Subventions d'investissement (brut)	(315 922)	(325 517)
Intérêts payés	(92 250)	(72 325)
Prime payée sur refinancement de la dette 2015	(857 587)	(895 087)
VARIATION DE TRESORERIE	(68 242)	(242 724)
TRESORERIE A L'OUVERTURE	297 444	540 277
<i>Variation de change</i>		(109)
TRESORERIE A LA CLOTURE	229 202	297 444

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

I INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE -

1.1 Information sur la société Mère HIT

La société HIT a été constituée le 2 novembre 2005, en vue de se porter acquéreur des titres de Sanef, dans le cadre de l'appel d'offres lancé par le gouvernement français pour la cession de ses participations dans trois sociétés concessionnaires d'autoroutes.

HIT a été retenue et a acquis la participation de l'Etat français le 3 février 2006. Elle a ensuite lancé une garantie de cours puis une offre publique de retrait obligatoirement, lui permettant, à l'issue de ces différentes opérations, d'être l'actionnaire unique de Sanef.

Elle a comme actionnaire majoritaire le groupe Abertis dont le siège est en Espagne à Barcelone. Les comptes consolidés de HIT sont inclus dans les comptes consolidés d'Abertis.

HIT ne détient pas d'autre actif que les titres de la société Sanef.

Le siège social de la société HIT est situé 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

1.2 Information sur le sous-groupe Sanef

Le groupe Sanef est titulaire de deux concessions lui ayant été attribuées par l'Etat, portant sur la construction et l'exploitation de 1 785 km d'autoroutes, ouvrages et installations annexes, dont 1 406 km pour Sanef et 379 km pour Sapn. Au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014, le réseau en service du groupe est de 1 773 km.

Depuis la signature avec l'Etat en 2010 d'un engagement d'investissements pour le développement durable, les termes des contrats de concession de Sanef et Sapn étaient fixés au 31 décembre 2029.

Le Gouvernement français a signé avec les principaux concessionnaires autoroutiers un plan de relance autoroutier d'un total de 3,2 milliards d'euros pour l'ensemble du secteur en 2015. Ce plan de relance s'inscrit dans le cadre de négociations achevées en avril 2015 par la conclusion d'un Protocole d'accord entre l'Etat et les groupes Vinci, APRR-ARREA et Sanef (et Sapn).

Le protocole établit la volonté commune de l'Etat et des SCA de poursuivre durablement la relation contractuelle et de l'aménager sur la base des principes suivants :

1. Développement de l'investissement dans le domaine des infrastructures :

i) Investissements directs via le Plan de Relance :

a) Pour Sanef, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 330 M€ environ et une extension de durée de la concession de 2 ans.

b) Pour Sapn, le Plan de Relance représente un plan d'investissements de 260 M€ et une extension de durée de la concession de 3 ans et 8 mois.

ii)

Investissements indirects via :

a) Le versement des SCA à l'AFTF d'une Contribution Volontaire Exceptionnelle (« CVE »). La CVE, d'un montant de 60 millions d'euros par an, sera versée par l'ensemble des SCA signataires de l'accord jusqu'à la fin de concession de chaque société. La quote-part du Groupe Sanef (Sanef et Sapn) représente 17 % du montant total de la CVE.

- b) La création par Vinci, APRR et les actionnaires de Sanef d'un Fonds de Modernisation Ecologique des Transports (« FMET ») de 200 millions d'euros. La contribution des actionnaires du groupe Sanef étant de 50 millions d'euros.
2. Stabilisation de la relation contractuelle avec Sanef et Sapn et de l'équilibre économique des concessions :

- i) Mise en place d'une clause dite de « stabilité fiscale » par modification de l'article 32 ii) Mise en œuvre d'une mesure de plafonnement de la rentabilité des concessions : retranscrite par la modification de l'article 36 des contrats de concession Sanef et Sapn.
3. Compensation de la hausse de la redevance domaniale de 2013 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2016 à 2018 inclus et compensation du gel des tarifs en 2015 par une hausse additionnelle des tarifs de péage de 2019 à 2023 inclus.
4. Renforcement de la politique commerciale des SCA en matière de développement durable (favorisant notamment le covoiturage, les véhicules écologiques et les jeunes et/ou étudiants)
5. Création d'une autorité de régulation indépendante du secteur autoroutier : le 15 octobre 2015, l'ARAF est devenue l'ARAFER (Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières) et prend en charge la régulation du secteur autoroutier (i.e. consultation pour les projets de modification d'un contrat de concession, ou de tout autre contrat, lorsqu'ils ont une incidence sur les tarifs de péage ou sur la durée de la concession).

Le Décret n° 2015-1046 du 21 août 2015 approuvant des avenants aux conventions passées entre l'Etat et Sanef et entre l'Etat et Sapn a été publié le 23 août 2015 au Journal Officiel.

Les contrats de concession sont ainsi portés pour Sanef à échéance 31 décembre 2031 et pour Sapn à échéance 31 août 2033.

Les conventions de concession principales, analogues pour les deux sociétés, et les cahiers des charges annexes constituent les instruments fondamentaux définissant les relations entre l'Etat concédant et les deux sociétés concessionnaires. Ces documents régissent notamment la construction et l'exploitation des autoroutes, les dispositions financières applicables, la durée de la concession et les modalités de reprise des installations en fin de concession.

Parmi les principales dispositions susceptibles d'influencer les perspectives d'exploitation figurent notamment :

- L'obligation de maintenir en bon état l'ensemble des ouvrages et d'assurer la continuité de la circulation dans de bonnes conditions de sécurité et de commodité ;
- Les dispositions fixant les taux de péages et les règles d'évolution ;
- Les clauses prévoyant les dispositions applicables en cas d'évolution des réglementations techniques et fiscales applicables aux sociétés d'autoroutes : si une telle évolution était susceptible de remettre en cause gravement l'équilibre des concessions, l'Etat et les sociétés concessionnaires arrêteraient d'un commun accord les compensations à envisager ;
- Les dispositions susceptibles de garantir la remise en bon état des ouvrages de la concession à l'expiration du contrat ;
- Les conditions de retour des actifs à l'Etat en fin de concession et les restrictions grevant les actifs ;
- La faculté pour l'Etat de racheter les contrats de concessions pour motif d'intérêt général.

Dans le cadre du processus de privatisation du groupe Sanef, l'Etat français a procédé à des ajustements des contrats de concession au moyen d'avenants qui ont été approuvés par les Conseils d'Administration de Sanef et de Sapn, respectivement les 27 avril et 4 mai 2006.

Enfin, des contrats de plan sont signés entre les sociétés du groupe Sanef et l'Etat, qui définissent les programmes d'investissements complémentaires et la politique tarifaire : le contrat de plan entre Sanef et l'Etat s'est achevé en 2015 alors que celui de SAPN est toujours en cours de négociation.

Le siège social de la société Sanef est situé : 30, boulevard Gallieni, à Issy-les-Moulineaux (92130).

2 METHODES COMPTABLES**2.1 Référentiel comptable**

Les comptes consolidés de l'exercice 2015 de HIT ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales publiées par l'IASB telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2015. Les textes publiés par l'IASB et non adoptés au niveau européen ne sont pas applicables au groupe.

Ils sont établis selon le principe des coûts historiques, sauf exception indiquée ci-après. L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de faire des choix sur la manière d'appliquer les normes à certaines opérations.

Les normes et interprétations applicables à compter de l'exercice 2015 ont été les suivantes :

- Procédure annuelle d'amélioration des IFRS (cycle 2011-2013) de décembre 2013 : les amendements inclus dans cette procédure d'amélioration annuelle des IFRS sont applicables aux exercices annuels ouverts à compter du 1er janvier 2015 et concernent 4 normes. Ces derniers n'ont pas eu d'impact matériel sur les états financiers consolidés du groupe.

- Le groupe Sanef a effectué un changement de méthode comptable - décrit en note 2.3 - concernant l'application de l'interprétation IFRIC 21 sur le traitement comptable des taxes prélevées par une autorité publique (« levies » en date d'application du 1er janvier 2015. L'interprétation pose le principe qu'une taxe est comptabilisée à la date du fait générateur, date à laquelle l'entité est obligée d'acquitter cette taxe.

Le groupe n'a pas anticipé dans ses états financiers intermédiaires les normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2015 (leur impact éventuel sur les états financiers du groupe est en cours d'étude).

Estimations et jugements :

La préparation des états financiers consolidés nécessite de la part de la Direction l'exercice de jugements ainsi que la prise en compte d'estimations et d'hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement, rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les principales estimations effectuées par le groupe portent sur l'évaluation des actifs incorporels du domaine concédé, dans la perspective d'une dépréciation éventuelle, sur les durées d'amortissement des immobilisations renouvelables, sur la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, sur les provisions et notamment les provisions pour remise en état des infrastructures, et sur des dépréciations de créances.

2.2 Arrêt des comptes consolidés

Les comptes consolidés du groupe HIT ont été arrêtés le 16 février 2016 par son Président. La collectivité des actionnaires du groupe approuvera ces comptes, sa réunion étant prévue le 19 avril 2016.

2.3 Changement de méthode comptable : Traitement des taxes prélevées par une autorité publique (« levies »)

2.3.1 Présentation du changement de méthode comptable

L'interprétation IFRIC 21 *Taxes*, adoptée par la Commission Européenne en juin 2014 est appliquée par le groupe Sanef à compter de l'exercice 2015. Ce changement de méthode est appliqué rétrospectivement. Le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2015 a été retraité comme si IFRIC 21 avait toujours été en vigueur. Ce changement est cependant sans impact sur le compte de résultat 2014.

L'interprétation IFRIC 21 s'applique aux taxes, autres que l'impôt sur le résultat, dues par une entité à une autorité publique en application de la législation et qui entrent dans le champ d'application d'IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*.

IAS 37 expose les critères de comptabilisation d'un passif, en particulier la nécessité d'avoir une obligation actuelle résultant d'un événement passé. Le fait générateur de l'obligation de payer une taxe résulte quant à lui de l'exercice de l'activité qui engendre le paiement de cette taxe tel que prévu par la législation.

2.3.2 Conséquences comptables du changement de méthode suite à l'application d'IFRIC 21

2.3.2.1 Conséquences sur le bilan

- Actif

La redevance domaniale pour les 6 mois de N+1 payé en juillet de N était classée en charges constatées d'avance dans les comptes consolidés et est constaté en N entièrement avec l'application d'IFRIC 21.

- Passif

Le groupe Sanef constate les effets de cette prise en compte dans ses réserves consolidées (effet de la redevance domaniale net d'impôts) et ses impacts dans les impôts différés.

2.3.2.2 Bilans et état du résultat global retravaillés de l'application d'IFRIC 21

Bilans consolidés

ACTIF	1er janvier 2014	Impact IFRIC 21	1er janvier 2014 retraité
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Ecarts d'acquisition	2 826 882		2 826 882
Immobilisations incorporelles	5 529 092		5 529 092
Immobilisations corporelles	206 156		206 156
Titres des sociétés mises en équivalence	33 605		33 605
Actifs financiers non courants	76 192		76 192
Total actifs non courants	8 671 927		8 671 927
Stocks	11 325		11 325
Créances clients et autres créances	304 533	(27 803)	276 730
Actifs financiers courants	12 538		12 538
Créance d'impôt exigible	540 277		540 277
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 994		3 994
Groupe d'actifs détenus en vue de la vente			
Total actifs courants	872 667	(27 803)	844 864
TOTAL DE L'ACTIF	9 544 594	(27 803)	9 516 791

1er janvier 2014

PASSIF	1er janvier 2014	Impact IFRIC 21	1er janvier 2014 retraité
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Capital	1 512 268		1 512 268
Primes	222 885		222 885
Reserves consolidées et résultat	71 907	(17 238)	54 669
Capitaux propres part du groupe	1 807 060	(17 238)	1 789 822
Intérêts minoritaires	94		94
Total capitaux propres	1 807 154	(17 238)	1 789 916
Provisions non courantes	277 012		277 012
Engagements sociaux différés	45 790		45 790
Dettes financières non courantes	5 933 059	(10 565)	5 933 059
Provision pour impôts différés	450 915	(10 565)	440 350
Total dettes non courantes	6 706 776	(10 565)	6 696 211
Provisions courantes	27 717		27 717
Dettes financières courantes	597 423		597 423
Dettes fournisseurs et autres dettes	371 495		371 495
Dette d'impôt exigible	29 219		29 219
Passifs liés au groupe d'actifs détenus en vue de la vente	4 810		4 810
Total dettes courantes	1 030 664		1 030 664
TOTAL DU PASSIF	9 544 594	(27 803)	9 516 791

PASSIF	31 décembre 2014	Impact IFRIC 21	31 décembre 2014 retraité
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Capital	1 512 268		1 512 268
Primes	165 720		165 720
Reserves consolidées et résultat	105 341	(17 582)	87 759
Capitaux propres part du groupe	1 783 329	(17 582)	1 765 747
Intérêts minoritaires	98		98
Total capitaux propres	1 783 427	(17 582)	1 765 845
Provisions non courantes	280 378		280 378
Engagements sociaux différés	42 227		42 227
Dettes financières non courantes	5 599 633	(10 776)	5 599 633
Provision pour impôts différés	424 469	(10 776)	413 693
Total dettes non courantes	6 346 707	(10 776)	6 335 931
Provisions courantes	50 158		50 158
Dettes financières courantes	511 290		511 290
Dettes fournisseurs et autres dettes	373 865		373 865
Dettes d'impôt exigible			
Passifs liés au groupe d'actifs détenus en vue de la vente			
Total dettes courantes	935 313		935 313
TOTAL DU PASSIF	9 065 447	(28 358)	9 037 089

ACTIF	31 décembre 2014	Impact IFRIC 21	31 décembre 2014 retraité
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Ecart d'acquisition	2 826 882		2 826 882
Immobilisations incorporelles	5 256 883		5 256 883
Immobilisations corporelles	186 457		186 457
Titres des sociétés mises en équivalence	27 172		27 172
Actifs financiers non courants	79 736		79 736
Total actifs non courants	8 377 130		8 377 130
Stocks	11 631		11 631
Créances clients et autres créances	335 228	(28 358)	306 870
Actifs financiers courants	17 403		17 403
Créance d'impôt exigible	26 611		26 611
Trésorerie et équivalents de trésorerie	297 444		297 444
Groupe d'actifs détenus en vue de la vente			
Total actifs courants	688 317	(28 358)	659 959
TOTAL DE L'ACTIF	9 065 447	(28 358)	9 037 089

31 décembre 2014

2.4 Méthode de consolidation

Les états financiers incluent les états financiers de HIT et des filiales contrôlées et sociétés mises en équivalence, établis à chaque clôture. Les états financiers des filiales et sociétés mises en équivalence sont préparés pour le même exercice que la société mère.

Les filiales sont consolidées par intégration globale lorsque le groupe en détient le contrôle. Celui-ci est acquis au groupe lorsqu'il a le pouvoir directement ou indirectement, de prendre les décisions d'ordre financier et opérationnel, de manière à obtenir des avantages de la filiale.

Les intérêts des actionnaires minoritaires sont présentés au bilan dans une catégorie distincte des capitaux propres. La part des actionnaires minoritaires dans les résultats est présentée sur une ligne distincte du compte de résultat. Les filiales sont consolidées par mise en équivalence lorsque le groupe y exerce une influence notable. Celle-ci est présumée lorsque le pourcentage de détention des titres est supérieur à 20%. En l'absence d'une telle détention, d'autres éléments d'appréciation, telle que la participation du groupe au conseil d'administration de la filiale, sont de nature à consolider celle-ci par équivalence. Les filiales sous contrôle conjoint sont également consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés nouvellement acquises sont consolidées à partir de la date effective de prise de contrôle. Leurs actifs et passifs sont évalués à cette date selon la méthode de l'acquisition.

2.5 Méthode de conversion

Dans les sociétés du groupe, les transactions en monnaies étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux cours de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites dans l'état du résultat global en autres produits et charges financiers.

Les filiales et participations hors zone euro ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions. Leur bilan est converti au cours de clôture ; leur compte de résultat au cours moyen annuel. Les différences résultant de la conversion des états financiers de ces filiales et participations sont enregistrées dans les capitaux propres consolidés au poste « Réserve de conversion ». Les écarts d'acquisition sur ces filiales sont comptabilisés dans leur monnaie de fonctionnement.

2.6 Information sectorielle

Le groupe n'est pas astreint à l'information sectorielle telle que définie dans IFRS 8 « Information sectorielle ». Cependant quelques indicateurs présentant séparément les concessions, les autres activités (essentiellement la télématique) et la holding sont présentés en note 3.25.

2.7 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes avant la révision d'IFRS 3, des titres des sociétés contrôlées et la part du groupe dans la juste valeur de leur actif net à la date de prise de contrôle. Il correspond à des éléments non identifiables des sociétés acquises. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ».

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

Un test de dépréciation est effectué dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Pour ce test, les écarts d'acquisitions sont affectés aux unités génératrices de trésorerie, qui correspondent aux

ensembles d'actifs les plus petits générant des flux de trésorerie autonomes par rapport aux flux du groupe dans son ensemble.

2.8 Immobilisations incorporelles

2.8.1 Immobilisations incorporelles du domaine concédé

Conformément à l'IFRIC 12, les immobilisations incorporelles du domaine concédé représentent le droit d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, et de facturer l'utilisateur du service public. Ces infrastructures devront être restituées gratuitement à l'Etat à l'échéance du contrat de concession.

La concession s'étend à tous les terrains, ouvrages et installations nécessaires à la construction, l'entretien et l'exploitation de l'autoroute et ses annexes, y compris les raccordements aux voiries existantes, les dépendances et autres au service des usagers ou réalisés en vue d'améliorer l'exploitation. Il peut s'agir d'immobilisations correspondant à la construction initiale ou à des immobilisations complémentaires sur autoroutes en service.

Les immobilisations concédées sont initialement entrées au bilan sur la base de la juste valeur des prestations de construction ou d'amélioration des infrastructures, en contrepartie de la constatation d'un chiffre d'affaires au titre des prestations rendues à l'Etat concédant. En pratique, cette juste valeur est égale au coût de revient des constructions confiées à des tiers et comptabilisées en autres charges externes. Les immobilisations incorporelles du domaine concédé sont amorties sur la durée du contrat de concession (expirant en décembre 2031 pour Sanef et août 2033 pour Sapn, les principales concessions du groupe) selon un rythme reflétant la consommation des avantages économiques attendus du droit incorporel concédé (linéairement sur les concessions « matures », selon les prévisions de trafic pour les concessions « nouvelles »).

L'accord entre le gouvernement français et les Sociétés Sanef et Sapn étant finalisé (voir note 1.1), il a été décidé de comptabiliser en immobilisation incorporelle des concessions la CVE (Contribution Volontaire Exceptionnelle) par application de la norme IFRIC 12, la CVE étant considérée comme un droit complémentaire d'exploiter les infrastructures de service public mises à disposition par l'Etat dans le cadre du contrat de concession, avec une contrepartie en provision au passif.

2.8.2 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées notamment par les logiciels acquis par le groupe. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et amortis selon le mode linéaire sur une durée comprise entre 3 et 5 ans en fonction de leur durée d'utilité.

Les frais de développement sont actuellement pour l'essentiel intégrés dans l'Etat du résultat global de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus dans la mesure où ces frais ne remplissent pas les conditions pour être immobilisés.

2.9 Immobilisations corporelles

Suite à l'application d'IFRIC 12, seules les immobilisations corporelles « renouvelables » non contrôlées par le concédant comme le matériel de péage, de signalisation, de télétransmission, de vidéosurveillance, ainsi que les matériels informatiques, de transport, les matériels et outillages) restent des immobilisations corporelles dans les états financiers du groupe HIT et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilisation.

2.10 Instruments financiers

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

2.10.1 Actifs financiers non dérivés

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont inscrits au bilan à leur juste valeur augmentée des coûts de transaction.

A la date d'acquisition, le groupe HIT détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des trois catégories comptables prévues par la norme IAS 39 pour les actifs financiers. Cette classification détermine la méthode d'évaluation de l'actif financier aux clôtures ultérieures : coût amorti ou juste valeur.

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixes, autres les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le résultat net sur les actifs détenus jusqu'à l'échéance correspond aux produits d'intérêt et aux pertes de valeur. Le groupe ne détient aucun actif entrant dans cette catégorie.

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés avec des paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché réglementé. Ces actifs sont évalués selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Cette catégorie inclut les créances clients, les créances rattachées à des participations, les dépôts de garantie, les avances financières, les cautionnements et autres prêts et créances. Les prêts et les créances sont comptabilisés sous déduction des dépréciations pour pertes de valeur en cas de risque de non recouvrement. Les gains et pertes nets sur les prêts et créances correspondent aux produits d'intérêt et aux pertes de valeur.

Les actifs disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées directement en capitaux propres. Cette catégorie inclut principalement les titres de participation non consolidés. Ces actifs sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition en l'absence d'un marché actif. Les gains ou pertes nets des actifs disponibles à la vente constatés en produits et charges correspondent aux dividendes, pertes de valeur et plus ou moins value de cession.

Les actifs financiers évalués en juste valeur en contrepartie du résultat comprennent d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, que le groupe a, dès l'origine, l'intention de revendre à court terme et, d'autre part, les actifs désignés à la juste valeur sur option. Le groupe HIT n'a pas vocation à détenir à court terme pas des actifs financiers de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées dans les charges et les produits de l'état du résultat global. Les actifs financiers en juste valeur en contrepartie du résultat, désignés comme tel sur option, incluent la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le résultat net sur les actifs évalués à la juste valeur par le résultat correspond aux produits d'intérêt, variations de juste valeur et plus ou moins values de cession.

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie sont des placements très liquides, de maturité inférieure à trois mois, qui ne représentent pas de risque significatif de perte de valeur. Les équivalents de trésorerie ont été désignés dans la catégorie des actifs évalués à la juste valeur par le résultat.

2.10.2 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les dettes financières, les dettes fournisseurs et autres dettes liées à l'exploitation.

A l'exception des passifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat, les emprunts et autres passifs financiers porteurs d'intérêt sont évalués selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif qui intègre un amortissement actuariel des coûts de transaction directement rattachables à l'émission du passif financier. Compte tenu de leur maturité courte, les dettes fournisseurs et les autres dettes d'exploitation figurent au bilan à leur coût historique, la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif aboutissant à des montants très voisins.

2.10.3 Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, que celle-ci soit positive ou négative.

Les instruments dérivés mis en place en conformité avec la politique de gestion de risque de taux du groupe mais ne remplissant pas les conditions pour être qualifiés de couverture, ou pour lesquels le groupe n'a pas choisi la comptabilité de couverture, sont comptabilisés au bilan à la juste valeur, les variations de juste valeur étant enregistrées en résultat.

Lorsqu'ils remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de juste valeur, la variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La variation de juste valeur de sens inverse de la position couverte, liée au risque couvert, donne lieu à un enregistrement en résultat en contrepartie de l'ajustement de la valeur au bilan de cette position. Compte tenu des caractéristiques des dérivés mis en place par le groupe, l'incidence de ce mode de comptabilisation est non significative pour le compte de résultat.

En présence de dérivés ne remplissant pas les conditions pour être qualifiés de couverture, la variation de valeur des dérivés est enregistrée en résultat.

La couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affecterait le résultat net présenté. Lorsque des instruments dérivés remplissent les conditions pour être qualifiés d'instruments de couverture de flux de trésorerie, leur variation de juste valeur est enregistrée directement en capitaux propres pour la partie efficace et en résultat pour la part inefficace de la variation.

2.11 Stocks

Les stocks se composent du carburant et du sel. Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré. Ils font l'objet de dépréciations lorsque leur valeur nette de réalisation est inférieure au coût.

2.12 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti. Les créances d'exploitation à court terme sont comptabilisées sur la base de leur valeur nominale car l'effet de l'actualisation n'est pas significatif.

Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du groupe à recouvrer tout ou partie des montants dus.

2.13 Comptabilisation des impôts sur les bénéfices

Les impôts comprennent les impôts sur les bénéfices exigibles et les impôts différés.

Les créances et les dettes d'impôt exigible nées au cours de l'exercice sont classées en actifs et passifs courants. Les impôts différés sont enregistrés sur les différences temporaires entre la valeur au bilan des actifs et des passifs et leur valeur fiscale. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'impôts attendus au moment du dénouement des différences temporaires, dans la mesure où ces taux sont votés à la clôture de l'exercice. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés qu'en fonction de leur probabilité de récupération future. Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés, quelle que soit leur échéance, lorsqu'ils concernent les entités du groupe d'intégration fiscale. Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation. Ils figurent au bilan dans les actifs et passifs non courants.

2.14 Capitaux propres

Les coûts directement imputables aux augmentations de capital sont portés en déduction des primes d'émission.

Les distributions de dividendes aux actionnaires de HIT sont comptabilisées en tant que dette dans les états financiers du groupe à la date d'approbation des dividendes par les actionnaires.

2.15 Rémunération du personnel en actions

Les rémunérations du personnel versées en instruments de capitaux propres sont portées en charges en contrepartie des primes d'émission dans les capitaux propres. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », elles sont évaluées à la juste valeur des instruments attribués et la charge est étalée sur la durée nécessaire pour que les droits conférés au personnel soient définitivement acquis.

2.16 Charges d'intérêts

Les charges d'intérêts supportées pendant la période de construction des ouvrages sont incluses dans le coût de construction des ouvrages.

2.17 Provisions courantes et non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation à l'égard d'un tiers provenant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressource sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions non courantes correspondent principalement aux obligations contractuelles de maintenance, de remise en état des infrastructures concédées (à l'exclusion de tout élément d'amélioration) ainsi que la CVE. Ces provisions sont évaluées sur la base de la meilleure estimation des dépenses futures de renouvellement des couches de roulement des chaussées et de maintien en l'état des ouvrages d'art et sont constituées au fur et à mesure de l'usage des infrastructures. La provision pour la CVE est constituée des paiements futurs provisionnels. Ces provisions sont actualisées sur la base d'un taux représentatif de la valeur temps de l'argent. L'effet de la désactualisation des provisions à long terme est constaté en « autres charges financières ».

2.18 *Engagements sociaux à prestations définies*

Les salariées du groupe HIT bénéficient d'indemnités de départ à la retraite qui sont versées au moment du départ à la retraite à condition que le salaire soit encore en fonction dans le groupe à cette date. Par ailleurs, le personnel retraité avant 2017 de la filiale Sapn bénéficie d'une prise en charge partielle de son régime complémentaire de prévoyance. Enfin, un régime de retraite supplémentaire à prestations définies au bénéfice des dirigeants du groupe HIT a été mis en place en 2005.

En matière d'avantages à prestations définies payés avant le départ à la retraite, le groupe verse des gratifications au titre de l'attribution des médailles d'honneur du travail.

Ces engagements à prestations définies sont comptabilisés au bilan et évalués selon la méthode des unités de crédit projetées en estimant les salaires qui serviront de base au calcul des prestations. Les charges comptabilisées au cours d'un exercice comprennent le coût des services rendus au cours de l'exercice présents en charges de personnel et le coût financier correspondant à la désactualisation de la dette actuarielle classé en charges financières; sur ce coût financier sont imputés les rendements attendus des actifs de couverture.

Les écarts actuariels résultant de l'évaluation des engagements post-emploi sont comptabilisés en « autres éléments du résultat global ». Les écarts actuariels générés sur les autres avantages long terme sont comptabilisés immédiatement en résultat.

2.19 *Reconnaissance du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires provient essentiellement de l'activité péages et est comptabilisé au fur et à mesure de la réalisation des prestations correspondantes.

Conformément à l'interprétation IFRIC 12, le groupe HIT comptabilise en chiffre d'affaires la juste valeur des prestations rendues au concédant au titre des travaux de construction ou d'amélioration des ouvrages concédés, en contrepartie de la constatation d'un actif incorporal reçu (voir note 2.8). Cette juste valeur est égale au coût des prestations de construction sous-traitées à des tiers et enregistrées en « achats et charges externes ». Chiffre d'affaires et coûts de construction sont reconnus selon la norme IAS 11 en fonction du degré d'avancement des travaux.

Les contrats à long terme de prestations de service réalisées par le groupe sont constatés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires » en fonction du degré d'avancement des prestations.

2.20 *Éléments financiers en produits et en charges*

Les charges d'intérêt incluent les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du coût amorti au taux effectif.

Le résultat sur dérivé de couverture inclut les variations de juste valeur et les flux échangés.

Les autres produits et charges financiers incluent les revenus des prêts et créances calculés selon la méthode du coût amorti au taux effectif, les gains sur les placements de trésorerie et équivalents de trésorerie, les pertes de valeur sur actifs financiers, les dividendes et les résultats de change.

2.21 *Détermination de la juste valeur des instruments financiers*

La juste valeur de tous les actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation soit à des fins d'informations données en annexes. Celle-ci correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La majorité des instruments financiers dérivés (swaps, caps, collars, ...) est négociée sur des marchés de gré à gré

sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers qui s'appuient sur les conditions de marché existantes à la date de clôture.

Les techniques de valorisations, relevant toutes du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs selon IFRS 7, retenues pour la détermination des justes valeurs des instruments financiers dérivés sont les suivantes :

- Les swaps de taux sont valorisés selon la méthode d'actualisation des cash-flows futurs contractuels.
- La valorisation des produits optionnels est opérée à partir de modèles de valorisation (type Black & Scholes) utilisant des cotations publiées sur un marché actif et / ou en obtenant des cotations de la part d'établissements financiers tiers.
- Les instruments dérivés de change et de taux ont été évalués par actualisation du différentiel de flux d'intérêt.

La juste valeur des emprunts cotés est la valeur de marché à la date de clôture alors que la juste valeur des emprunts non cotés est calculée en actualisant les flux contractuels, emprunt par emprunt, à un taux correspondant au taux auquel le groupe HIT contracterait en fin d'exercice des emprunts similaires.

Pour les dettes et créances à moins d'un an et certaines dettes et créances à taux variable, la valeur comptable est considérée comme une approximation raisonnable de la juste valeur compte tenu des faibles délais de paiement et de règlement utilisés par le groupe HIT.

Les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte de l'évolution du risque de crédit du groupe HIT.

2.22 Normes et interprétations non encore en vigueur

Certaines normes et interprétations, définitivement adoptées par l'IASB et l'IFRIC, qui pour certaines sont en cours de validation par les autorités européennes et donc non encore applicables, n'ont pas été mises en œuvre par anticipation par le groupe HIT dans ses comptes consolidés 2015.

Les cycles 2010-2012 et 2012-2014 du processus annuel d'amélioration sont d'application au 1^{er} janvier 2015 et au 1^{er} janvier 2016 respectivement et auront une incidence potentielle pour le groupe qui n'est pas connue à ce jour. L'amendement à IAS 19 « Avantages au personnel » relatif aux contributions des salariés n'est pas applicable aux régimes mis en place dans le groupe HIT.

3 EXPLICATIONS DES POSTES DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE

3.1 Périimètre de consolidation

Le groupe HIT est composé de la société mère HIT et des filiales suivantes :

Sociétés	Activité	Méthode de consolidation
Sanef	Concession autoroutière	Intégration globale
SEA 14	Exploitation d'autoroutes	Intégration globale
Bip&Go	Distribution (Télématique)	Intégration globale
eurotoll	Télématique	Intégration globale
eurotoll Central Europe zrt	Distributeur	Intégration globale
SE BPNL	Exploitation d'autoroutes	Intégration globale
Léonord Exploitation	Exploitation d'autoroutes	Intégration globale
Léonord	Concession autoroutière	Mise en équivalence
Alis	Concession autoroutière	Mise en équivalence
Routalis	Exploitation d'autoroutes	Mise en équivalence
A'Liénor	Concession autoroutière	Mise en équivalence
Sanef Aquitaine	Exploitation d'autoroutes	Intégration globale
Sanef-Saba Parkings France	Concession Parkings	Mise en équivalence

L'évolution du périmètre de consolidation entre le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2015 est liée d'une part à la sortie du groupe sanef-its (a) et d'autre part à l'entrée des sociétés permettant l'exploitation depuis janvier 2015 du Boulevard Périphérique Nord de Lyon (contrat de Partenariat Public Privé) que sont Léonord SAS et Léonord Exploitation SAS ainsi que SE BPNL SAS (b).

(a) Sortie du groupe sanef-its

Le groupe HIT a distribué l'ensemble des titres du sous-groupe sanef-its à ses actionnaires en mai 2015 au moment de la distribution de son dividende et du remboursement d'une partie de la prime d'émission de la société-mère HIT SAS. Le groupe sanef-its était composé des entités suivantes, consolidées jusqu'en avril 2015 :

Sociétés	Activité	Méthode de consolidation
Sanef ITS Operations Ireland	Télématique	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
SanToll	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef Tolling	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Trans-Canada Flow Tolling Inc.	Exploitation d'autoroutes	Mise en équivalence jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies (France)	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies America	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies British Columbia Inc.	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies Caribe	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS Technologie d.o.o.	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies Chile	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
CS Polska	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies UK	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef ITS technologies Ireland	Prestations d'ingénierie	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015
Sanef Operations Ltd	Télématique et exploitation d'un système de péages	Intégration globale jusqu'au 30 avril 2015

Après cette opération, le groupe Abertis, actionnaire majoritaire du groupe HIT, a acquis l'ensemble du sous-groupe sanef-its.

(a) Boulevard périphérique Nord de Lyon

Depuis le 1^{er} janvier 2015, sanef est exploitant du Boulevard Périphérique Nord de Lyon (contrat de Partenariat Public Privé). Les sociétés intégrant à ce titre le périmètre de consolidation sont la société SE BPNL SAS (propriété du groupe HIT à 100%), la société Léonord Exploitation SAS (détenue à 85% par le groupe HIT) ainsi que Léonord SAS (participation de 35%).

Il n'y a pas eu d'autre mouvement de périmètre au cours de l'exercice 2015.

3.1.1 Participations dans les sociétés mises en équivalence

Les principaux agrégats financiers des sociétés mises en équivalence sont :

2015 (en milliers d'euros)					
A'LIE NOR	ALIS	ROUTALIS	SSPF	LEONORD	
35,00%	19,67%	30,00%	50,00%	35,00%	Quote-part de capital détenue
Euro	Euro	Euro	Euro	Euro	devise
1 186 455	949 055	3 041	194	8 366	Actifs
893 427	788 179	2 068	26	8 326	Passifs hors capitaux propres
293 028	160 876	973	168	40	Capitaux propres
53 589	69 783	10 815	11 534	13 990	Chiffre d'affaires
21 084	38 713	1 542	-147	0	Bénéfice (perte) opérationnel
1 326	7 364	1 357	-147	0	Bénéfice (perte) avant impôt
1 326	6 304	929	-147	0	Bénéfice (perte) de l'exercice

2014 (en milliers d'euros)					
A'LIE NOR	ALIS	ROUTALIS	SSPF	TC Flow	
35,00%	19,67%	30,00%	50,00%	50,00%	Quote-part de capital détenue
Euro	Euro	Euro	Euro	Dollar canadien	devise
1 208 244	936 112	3 194	4 291	4 744	Actifs
1 031 544	776 678	2 983	5 905	1 436	Passifs hors capitaux propres
176 700	159 434	211	-1 614	3 308	Capitaux propres
48 936	63 263	10 724	3 249	9 614	Chiffre d'affaires
18 060	33 634	1 787	17	920	Bénéfice (perte) opérationnel
-25 864	62	1 567	18	910	Bénéfice (perte) avant impôt
-25 864	62	1 043	18	670	Bénéfice (perte) de l'exercice

Le groupe HIT applique le §29 de la norme IAS 28 selon lequel : « Si la quote-part de l'investisseur dans les pertes d'une entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation dans celle-ci, l'investisseur cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir. La participation dans une entreprise associée est la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée selon la méthode de la mise en équivalence ainsi que toute part d'intérêt à long terme qui, en substance, constitue une part de la participation dans l'investisseur dans l'entreprise associée. Par exemple, un élément dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible constitue en substance une extension de la participation nette de l'investisseur dans cette entreprise associée. »

La direction de HIT considère que le remboursement de la créance détenue par Sanef et Sapa sur Alis est planifié et probable, compte tenu de la durée très longue de la concession. Il n'y a donc pas lieu d'étendre la participation du groupe Sanef pour appréhender les pertes d'Alis.

Le groupe HIT a ainsi cessé de comptabiliser sa quote-part des pertes d'Alis, ces pertes dépassant la valeur de sa participation de 4,2 millions d'euros. Le résultat d'Alis étant bénéficiaire de 6 304 milliers d'euros en 2015, la quote-part non comptabilisée en cumulé est de 27,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Les sociétés du groupe HIT détiennent par ailleurs des créances sur Alis à hauteur de 56 M€ (voir note 3.24).

3.2 Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	2015	2014
Péages	1 485 227	1 456 866
Abonnements et prestations télématiques	27 227	23 795
Redevances des installations commerciales	31 407	31 449
Services télécom	6 461	6 400
Prestations d'ingénierie et autres	44 870	84 905
Chiffre d'affaires hors péages	1 09 964	146 549
Chiffre d'affaires construction sur travaux confiés à des tiers	106 999	78 799
Chiffre d'affaires	1 702 190	1 682 214

Les ventes d'abonnement et de services télématiques comprennent la facturation des frais de gestion sur abonnements.

Les redevances des installations commerciales sont versées par les tiers exploitant les installations commerciales situées sur les aires de service.

Les services télécom correspondent aux locations de fibres optiques ou de pylônes à des opérateurs de télécommunications.

Les prestations d'ingénierie et divers comprennent les ventes de carburants, les divers services réalisés sur le réseau ou à proximité immédiate, les prestations des filiales hors concession autoroutière et les ventes de prestations de service par le sous-groupe Sanef-its technologies jusqu'à leur sortie du groupe fin avril 2015.

3.3 Achats et charges externes

(en milliers d'euros)	2015	2014
Maintenance des infrastructures	(13 394)	(14 455)
Entretiens et réparations	(20 087)	(19 037)
Consommations et charges liées aux opérations	(30 248)	(46 916)
Autres achats et charges externes	(47 203)	(56 041)
Chiffre d'affaires construction sur travaux confiés à des tiers	(106 999)	(78 799)
Achats et charges externes	(217 931)	(215 248)

3.4 Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2015	2014
Rémunération du personnel	(128 784)	(116 451)
Charges sociales	(55 979)	(57 307)
Intéressement	(4 181)	(6 773)
Participation des salariés	(12 490)	(11 850)
Autres charges de personnel	(2 837)	(2 941)
Charges relatives aux stocks options		
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	(4 419)	7 341
Charges de personnel	(208 690)	(187 981)

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qui se présente sous la forme d'une réduction de l'impôt à acquitter, équivaut à une baisse de cotisations sociales ; il est donc classé comme telle dans les charges de personnel.

Par ailleurs, le groupe HIT, a engagé des initiatives pour l'amélioration de sa performance, notamment au travers de l'ouverture de négociations avec les Instances Représentatives du Personnel pour la mise en place d'une GEPP 2016-2018 (Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels), à ce titre le groupe HIT a constitué une provision au 31 décembre 2015.

Il n'y a pas eu de nouveau plan de stock-option sur actions Abertis mis en place par Abertis au profit des membres du comité directeur du groupe HIT au cours de l'année 2015. Le plan 2009 est terminé depuis avril 2014, le plan 2010 s'est terminé en avril 2015.

Les mouvements du plan 2010 pour l'année 2015 sont les suivant :

Plan 2010	Nombre d'options au 1 ^{er} janvier 2015	Nombre d'options au 31 décembre 2015
	119 641	-
Options attribuées - nouveau plan		
Nouvelles options attribuées durant la période		
Options annulées		
Options exercées		(110 071)
Options devenues caduques		(9 570)

Les plans de stock-options 2009 et 2010 n'étant plus dans leur période d'acquisition, ils ne génèrent plus de charge pour le groupe HIT en 2014 ni en 2015.

3.5 Autres produits et charges

<i>(en milliers d'euros)</i>		2015	2014
Gains sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles			
		899	724
		5 766	7 811
		173	118
		24 129	11 035
Autres produits			
		(5 308)	(177)
		(867)	(331)
Dotations nettes aux provisions			
		(6 175)	(508)
Autres charges			

Les charges diverses en 2015 et 2014 incluent des pertes sur cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles ainsi que des provisions pour litiges en 2015.

Les autres produits divers en 2015 incluent les produits de Leonord Exploitation provenant du contrat d'exploitation du périphérique Nord de Lyon (voir note 3.1).

3.6 Impôts et taxes

<i>(en milliers d'euros)</i>		2015	2014
Taxe d'aménagement du territoire			
		(104 964)	(103 862)
Contribution économique territoriale			
		(44 375)	(43 069)
Redevance domaniale			
		(68 688)	(56 162)
Autres impôts et taxes			
		(8 089)	(8 181)
Impôts et taxes			
		(226 116)	(211 274)

La taxe d'aménagement du territoire est un impôt calculé en fonction du nombre de kilomètres payants parcourus sur l'ensemble du réseau au cours de l'année. Elle est versée mensuellement et fait l'objet d'une régularisation en fin d'année. Le tarif de base de la taxe d'aménagement du territoire applicable est de 7,32 € par millier de kilomètres parcourus.

La redevance domaniale ou redevance annuelle pour occupation du domaine public, instituée par l'article 1 du décret n°97-606 du 31 mai 1997 (codifié à l'article R.122-27 du Code de la voirie routière), est assimilable à une taxe calculée en fonction du chiffre d'affaires du concessionnaire au titre de son activité de concessionnaire d'autoroutes sur le domaine public national et du nombre de kilomètres de voies exploitées au 31 décembre de l'année précédente. Elle est payée en juillet de chaque année pour la période du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante.

L'évolution de ce poste « impôts et taxes » est donc très directement liée à l'évolution du chiffre d'affaires, essentiellement des sociétés concessionnaires.

3.7 Dotations aux amortissements et provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>		
2015	2014	
(324 963)	(354 886)	Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles
(39 454)	(40 234)	Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des concessions (*)
(743)	(2 494)	Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles des autres sociétés
(365 160)	(397 614)	Total des dotations aux amortissements
(41 124)	(41 813)	Dotations nettes aux provisions sur domaine concédé
(81)	(21 979)	Dotations nettes aux provisions pour dépréciation des immobilisations des autres sociétés
(406 364)	(461 406)	Dotations aux amortissements et provisions

(*) Comprend Bip & Go en 2015 (voir note 3.13).

3.8 Charges et produits financiers

Les charges et produits financiers se décomposent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>		
2015	2014	
(279 807)	(294 908)	Charges d'intérêts provenant de dettes évaluées au coût amorti
(279 807)	(294 908)	Total des charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>		
2015	2014	
(6 631)	(11 325)	Charges d'intérêts provenant des dérivés de taux
(14 883)	(17 053)	Amortissement des soultes payées sur annulation partielles de swap
(92 250)	(1 750)	Effet de la désactualisation des provisions à long terme
(1 981)	(1 750)	Soulte payées sur LM 2015
(115 745)	(30 417)	Autres charges financières
(115 745)	(30 417)	Total des autres charges financières

Les autres charges financières sont essentiellement constituées des primes de rachat (soultes) des emprunts CNA à échéance 2018 et partiellement ceux à échéance 2017 et du refinancement de la dette obligataire du groupe HIT (voir note 3.20) pour un montant de 92 250 milliers d'euros.

(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable présenté en annexe 2.3

(en milliers d'euros)		Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014 (*)	
	Assiette	Impôts	Assiette	Impôts	
Immobilisations corporelles et incorporelles :	(1 331 065)	458 286	(1 584 037)	545 384	
Provisions pour risques et charges :	297 630	(102 474)	281 049	(96 765)	
Endettement, instruments dérivés et autres :	(38 264)	13 174	101 441	(34 926)	
TOTAL	(1 071 699)	368 986	(1 201 547)	413 693	

La ventilation de l'impôt différé par grandes rubriques du bilan est la suivante :

(en milliers d'euros)		2015		2014	
Résultat net part du groupe	179 800	139 466	142 215	167 256	
Charge d'impôt	(1 051)	8 494	23	317 988	
Intérêts minoritaires	11	(120 926)	-120 835		
Résultat avant impôt	318 226				
Charge d'impôt théorique 38%					
Charges non déductibles – différences permanentes	(2 432)			(1 353)	
Différence de taux sur impôts différés 38	(4 233)			205	
Différences de taux d'imposition sociétés étrangères	(32)			1 710	
Impôts sur les dividendes	(2 967)			(5 100)	
Crédits d'impôts et autres, provisions dont limitation de la déductibilité des intérêts	(8 877)			(16 842)	
Charge d'impôt effective	(139 466)			(142 215)	

La preuve d'impôt pour les exercices 2015 et 2014 est présentée ci-après :

3.9 Impôts sur les bénéfices

Les produits financiers au 31 décembre 2015 sont essentiellement constitués du produit consolidé de la sortie du sous-groupe sanef-its (voir note 3.1) pour un montant de 21 190 milliers d'euros. Les produits financiers incluent également au décembre 2015 un amortissement de 6 417 milliers d'euros relatifs à la vente au 1^{er} semestre 2013 des swaps de couverture de Sanef et Sapn (voir note 3.14.3) ; cet amortissement s'élevait à 7 181 milliers d'euros pour l'année 2014.

(en milliers d'euros)		2015		2014	
Total des produits financiers	45 897	17 828			
Produits financiers	114	184			
Revenus des autres créances et valeurs mobilières de placement	23 010	17 583			
Plus value sur cession des titres ITS	21 190				
Autres produits financiers	1 583	61			

Comme au 31 décembre 2014, il n'y a pas d'actif d'impôt non comptabilisé au 31 décembre 2015.

3.10 Résultat par action et dividendes

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action s'identifie au résultat de base par action.

3.11 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est de 2 820 166 milliers d'euros au 31 décembre 2015 en baisse de 6 716 milliers d'euros suite à la sortie du sous-groupe sanef-its (voir note 3.1).

Il est constitué de :

	<u>31 décembre 2015</u>	<u>31 décembre 2014</u>
Ecart d'acquisition lié à l'acquisition du groupe Sanef :	2 820 166	2 820 166
Ecart d'acquisition lié à l'acquisition du groupe sanef-its technologiques		6 711
Autres		5
	<u>2 820 166</u>	<u>2 826 882</u>

Affectation de la différence de consolidation relative à l'acquisition des titres Sanef

La différence de consolidation, entre le prix d'acquisition des titres (pour 5 324 millions d'euros) et les capitaux propres consolidés de Sanef au moment de l'acquisition (pour 1 360 millions d'euros) soit 3 964 millions d'euros, a été affectée de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	Juste valeur	Valeur comptable	Ecart d'évaluation
Immobilisations	7 478 313	5 219 893	2 258 420
Dettes nettes	(4 216 571)	(3 701 023)	(515 548)
Ecart d'évaluation	3 261 742	1 518 870	1 742 872
Impôt différé			(600 071)
Ecart d'acquisition initial			2 820 749
Total de la différence de consolidation initiale			3 963 550
Ecart d'acquisition après ajustements divers constatés en 2009			2 820 166

Le test de dépréciation réalisé en 2015 (comme chaque année) n'a pas fait apparaître de perte de valeur.

Le business plan du groupe, utilisé pour effectuer ce test, comprend la projection des cash-flows des concessionnaires Sanef et Sapn jusqu'à la fin de leur concession, ainsi que les flux de dividendes provenant des

autres concessions Alis et A'Liéonor, respectivement jusqu'en 2067 et 2065. Les flux de trésorerie ont été actualisés au taux de 4,97 % contre un taux de 5,19 % en 2014. Le taux d'actualisation, exprimé après impôts, est un coût moyen pondéré du capital reflétant la répartition prévisionnelle entre les capitaux propres et la dette financière sur l'ensemble de la période prise en compte.

Le groupe a réalisé des tests de sensibilité sur les hypothèses de taux d'actualisation et de niveau de flux de trésorerie. Ainsi, une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base ou une baisse de 3% des flux annuels de trésorerie ne conduirait pas à constater une dépréciation de l'écart d'acquisition.

3.12 Immobilisations incorporelles

TOTAL		TOTAL	
Logiciels acquis	79 609	Logiciels acquis	81 012
Autres immobilisations incorporelles	12 427	Autres immobilisations incorporelles	3 866
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	10 783 186	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	11 033 672
Au 1^{er} janvier 2015	10 875 222	Au 1^{er} janvier 2015	11 118 550
Acquisitions	2 488	Acquisitions	(477)
Cessions	(608)	Variations de périmètres et autres (*)	143 505
Variations de périmètres et autres	(430)	Variations de périmètres et autres	79 609
Au 1^{er} janvier 2014	10 795 259	Au 1^{er} janvier 2014	10 875 222
Acquisitions	8 208	Cessions	(4 302)
Logiciels acquis	78 471	Logiciels acquis	12 427
Autres immobilisations incorporelles	12 202	Autres immobilisations incorporelles	10 783 186
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	10 704 586	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	10 783 186
Au 1^{er} janvier 2014	10 795 259	Au 1^{er} janvier 2014	10 875 222

(*) la colonne « variations de périmètre et autres » inclut notamment en 2015 la sortie du sous-groupe sanef-tis depuis mai 2015 (voir note 3.1), et la prise en compte pour les immobilisations incorporelles du domaine concédé de la CVE (Contribution volontaire exceptionnelle pour 143 Me (voir note 2.8.1)).

TOTAL		TOTAL	
Logiciels acquis	(57 711)	Logiciels acquis	(63 111)
Autres immobilisations incorporelles	(6 901)	Autres immobilisations incorporelles	(3 852)
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(5 553 727)	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(5 872 459)
Au 1^{er} janvier 2015	(5 618 339)	Au 1^{er} janvier 2015	(5 939 422)
Dotations	(5 867)	Reprises sur cessions	73
Reprises sur cessions	394	Variations de périmètres et autres	3 998
Variations de périmètres et autres	15	Variations de périmètres et autres	3 807
Au 1^{er} janvier 2014	(5 618 339)	Au 1^{er} janvier 2014	(5 939 422)
Dotations	(11 486)	Reprises sur cessions	2 768
Logiciels acquis	(48 989)	Logiciels acquis	(57 711)
Autres immobilisations incorporelles	(5 574)	Autres immobilisations incorporelles	(6 901)
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(5 211 604)	Immobilisations incorporelles du domaine concédé	(5 553 727)
Au 1^{er} janvier 2014	(5 266 167)	Au 1^{er} janvier 2014	(5 618 339)
Dotations	(354 886)	Reprises sur cessions	2 768
Reprises sur cessions	(1 328)	Variations de périmètres et autres	(54)
Variations de périmètres et autres	(4)	Variations de périmètres et autres	(6 901)
Au 31 décembre 2014	(5 618 339)	Au 31 décembre 2014	(5 618 339)

Valeurs nettes		(en milliers d'euros)	
Au 31 décembre 2015	Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 31 décembre 2014	Au 1 ^{er} janvier 2014
Logiciels acquis	21 898	21 898	21 898
Autres immobilisations incorporelles	5 526	5 526	6 628
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	5 229 459	5 229 459	5 492 982
TOTAL	5 256 883	5 256 883	5 529 092

Valeurs nettes		(en milliers d'euros)	
Au 31 décembre 2015	Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 31 décembre 2014	Au 1 ^{er} janvier 2014
Logiciels acquis	17 901	17 901	21 898
Autres immobilisations incorporelles	14	14	5 526
Immobilisations incorporelles du domaine concédé	5 161 213	5 161 213	5 229 459
TOTAL	5 179 128	5 179 128	5 256 883

Les marchés sur travaux, signés et non exécutés, s'élèvent à 97 509 milliers d'euros au 31 décembre 2015 et à 131 368 milliers d'euros au 31 décembre 2014. Ces travaux correspondent essentiellement à des immobilisations incorporelles.

3.13 Immobilisations corporelles

Valeur brute		(en milliers d'euros)	
Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 1 ^{er} janvier 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires	662 390	662 390	703 826
d'autoroutes	20 435	20 435	8 257
TOTAL	682 825	682 825	712 083

Valeur brute		(en milliers d'euros)	
Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 1 ^{er} janvier 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Acquisitions	41 152	41 152	41 152
Cessions	(3 803)	(3 803)	(3 803)
Variations de périmètres et autres (*)	4 087	4 087	4 087
TOTAL	41 916	41 916	41 916

(*) En 2015, la colonne « variations de périmètre et autres » inclut notamment en 2015 la sortie du sous-groupe sanef-tis depuis fin avril 2015 (voir note 3.1) et par ailleurs un changement dans le périmètre des sociétés concessionnaires qui inclut en 2015 Bip&Go, la société Sanef Aquitaine, société d'exploitation de l'A65, étant présentée en 2015 avec les autres sociétés.

Amortissements		(en milliers d'euros)	
Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 1 ^{er} janvier 2014	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Dotations	45 708	45 708	45 708
Reprises	(6 669)	(6 669)	(6 669)
Variations de	(24 305)	(24 305)	(24 305)
TOTAL	665 446	665 446	665 446

Actifs financiers non courants

Les actifs financiers présentés dans les tableaux ci-après excluent les « créances clients et autres créances d'exploitation » (note 3.15) et la « trésorerie et équivalents de trésorerie » (note 3.16).

3.14.1 Valeur comptable des actifs financiers par catégories comptables

3.14 Actifs financiers non courants et courants

Valeurs nettes (en milliers d'euros)		Au 1 ^{er} janvier 2014	Au 31 décembre 2014
Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires	177 778	180 747	
d'autoroutes			
Immobilisations des autres sociétés	28 377	5 709	
TOTAL	206 156	186 456	

Valeurs nettes (en milliers d'euros)		Au 1 ^{er} janvier 2015	Au 31 décembre 2015
Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires	180 747	183 425	
d'autoroutes			
Immobilisations des autres sociétés	5 709	1 507	
TOTAL	186 456	184 932	

Amortissements (en milliers d'euros)		Au 1 ^{er} janvier 2014	Dotations	Reprises	Variations de périodes et autres	Au 31 décembre 2014
Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires	(448 493)	(40 234)		6 468	616	(481 643)
d'autoroutes						
Immobilisations des autres sociétés	(10 797)	(2 494)		19	(1 454)	(14 726)
TOTAL	(459 290)	(42 728)		6 487	(838)	(496 369)

TOTAL		(481 643)	(39 453)	11 090	(10 395)	(520 401)
Immobilisations d'exploitation des sociétés concessionnaires	(481 643)	(39 453)	11 090	(10 395)	(520 401)	
d'autoroutes						
Immobilisations des autres sociétés	(14 726)	(743)	36	8 682	(6 751)	
TOTAL	(496 369)	(40 196)	11 126	(1 713)	(527 152)	

Actifs financiers courants (en milliers d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dérivés non couverts	Dérivés qualifiés de couverture	Valeur nette comptable	Juste valeur
Total des actifs financiers courants		17 402	1		17 403	17 403
Intérêts sur créances rattachées		1 534			1 534	1 534
Instrument financiers dérivés			1		1	1
Autres créances financières		15 868			15 868	15 868

Sur l'année 2015 les autres créances financières d'un montant de 1 024 milliers d'euros comprennent 912 milliers d'euros au titre des comptes courants débiteurs des filiales non consolidées.

Les autres créances financières comprenaient en 2014 les autres débiteurs divers pour 14 764 milliers d'euros, en 2015 les débiteurs divers ont été classés avec les autres créances d'exploitation (21 829 milliers d'euros) de par leur nature en lien avec l'exploitation (voir note 3.15).

Au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014, le groupe HIT n'est pas prêteur auprès de sa maison-mère Abertis.

3.14.2 Analyse des titres de participation non consolidés

Les titres de participation non consolidés concernent :

(en milliers d'euros)	Quote-part capital détenue au 31 décembre 2015	31/12/2015		31/12/2014	
- Soderrane	99,99	15	15	15	15
- Sonora	99,8	8	8	8	8
- Centaure Pas de Calais	34	259	259	259	259
- Centaure Paris Normandie	49,9	343	343	343	343
- Centaure Grand-est	14,45	131	131	131	131
- Autoroutes Trafic SNC	20,63	72	72	72	72
- GSA Location	100	500	500	500	500
- Sanef Concession	99,86	37	37	37	37
- V Flow Tolling Inc	0	0	0	2	2
- SE BPNL (anciennement Gallieni Investissement 1)				10	10
- Sanef développement (anciennement Gallieni Investissement 2)	100	21	21	10	10
- Sogarel	5	100	100	100	100
- Cardus				16	16
- Emetteur Groupe Sanef (EGS)	100	1	1	1	1
Total titres de participation non consolidés		1 487	1 487	1 504	1 504

Les titres de participation classés en actifs financiers disponibles à la vente comprennent des filiales contrôlées qui ne sont pas consolidées, mais dont la consolidation aurait un impact immatériel.

3.14.3 Instruments dérivés

Les instruments dérivés sont constitués :

1. de swaps de taux considérés comme des opérations de couverture de flux de trésorerie pour une valeur de 41 644 milliers d'euros au passif au 31 décembre 2015 (44 103 milliers d'euros au passif au 31 décembre 2014),
2. de caps ne répondant pas aux critères d'opération de couverture, pour un montant nul au 31 décembre 2015 (1 million d'euros à l'actif au 31 décembre 2014),

Les swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie sont affectés à la couverture du risque de variabilité des charges d'intérêt relatives aux emprunts futurs à émettre pour satisfaire les besoins de refinancement hautement probables. HIT avait procédé en 2011 et 2012 au refinancement d'une partie de sa dette au travers de l'émission d'emprunts obligataires à taux fixe - pour un total de 150 millions d'euros - sur le marché réglementé luxembourgeois via sa filiale à 100% HIT Finance BV, fusionnée en 2014 avec HIT SAS. HIT ayant par ailleurs effectué le remboursement du solde du crédit bancaire syndiqué à taux variable, les débouclages partiels du swap en résultant ont entraîné le paiement de soultes de 50,1 million d'euros en 2011 et 26,4 millions d'euros en 2012 aux contreparties du swap.

Les pertes correspondantes avaient initialement été comptabilisées en réduction des capitaux propres (parmi les autres éléments du résultat global) et sont recyclées en résultat au même rythme que celui auquel les cash-flows des éléments couverts affectent le résultat, c'est-à-dire sur la durée de vie des nouveaux emprunts obligataires à taux fixe. Le montant enregistré à ce titre en autres charges financières en 2015 est de 6,6 millions d'euros (11,3 millions d'euros sur l'exercice 2013).

Le solde de la perte, soit 4,5 millions d'euros, figurant en réduction des capitaux propres (en autres éléments du résultat global), sera recyclé en résultat sur les exercices futurs, jusqu'en 2018.

En 2015 comme en 2014, HIT a procédé au refinancement de sa dette obligataire via une opération dite de « Liability Management ». Cette opération et l'ensemble de ses conséquences comptables sont décrits en note 3.20.

Les swaps de taux considérés comme des opérations de couverture de juste valeur (dont la juste valeur représentait 33 118 milliers d'euros à l'actif au 31 décembre 2012) ont été cédés au cours du 1^{er} semestre 2013 pour un montant net de 33 495 milliers d'euros. Cette soulte reçue est étalée sur la durée de vie restante des emprunts couverts, soit jusqu'en janvier 2017 au maximum. En 2015, le montant enregistré en produit financier s'élève à 6 416 milliers d'euros (7 181 milliers d'euros sur l'exercice 2014). Le montant restant à amortir au 31 décembre 2015 est de 6 012 milliers d'euros (12 429 milliers d'euros au 31 décembre 2014), présenté en produits constatés d'avance au bilan consolidé.

3.14.4 Informations sur les prêts et créances en actifs financiers non courants

Les prêts consentis au titre de l'effort construction inscrits au bilan (prêts) pour un montant actualisé de 1 451 milliers d'euros au 31 décembre 2015 (1 394 milliers d'euros au 31 décembre 2014), sont à échéance à 20 ans à la date de leur versement et ne portent pas intérêts. Ils ont été consentis dans le cadre de l'obligation légale faite aux employeurs de contribuer à l'effort construction. Le taux d'intérêt utilisé pour actualiser ces prêts s'élève à 4% et est utilisé pour déterminer les produits financiers enregistrés en résultat.

3.15 Clients et autres créances d'exploitation

3.17 Capital et primes d'émission

La politique d'investissement du groupe HIT en matière de liquidité excédentaire consiste à investir en SICAV monétaires auprès d'établissements financiers dont la notation S&P est au moins de A+.

(en milliers d'euros)		Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Equivalents de trésorerie : SICAV		169 546	222 900
Disponibilités		59 656	74 544
Total trésorerie et équivalents de trésorerie		229 202	297 444

La ventilation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est présentée dans le tableau ci-après.

Le traitement comptable des équivalents de trésorerie choisi par le groupe est celui des actifs à la juste valeur par le compte de résultat. La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie correspond à la juste valeur.

3.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les créances non financières regroupent les créances sociales et fiscales, à l'exception, le cas échéant, des créances d'impôt courant sur les bénéfices.

Les autres créances diverses d'un montant de 21 829 milliers d'euros au 31 décembre 2015 regroupent les autres débiteurs divers (dont mandats TIS chez Sanef et Sapn pour 10 103 milliers d'euros).

Compte tenu de leurs échéances à très court terme, ce mode de valorisation est très voisin du coût amorti au taux d'intérêt effectif et de la juste valeur.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation font partie de la catégorie comptable « prêts et créances » selon la norme IAS 39. Elles figurent au bilan à leur valeur nominale, éventuellement dépréciée.

(1) Actifs financiers évalués selon la catégorie comptable des prêts et créances.
(*) Chiffres retraités conformément au changement de méthode comptable présentée en note 2.3

(en milliers d'euros)		Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014 (*)
Avances et acomptes versés sur commandes		837	385
Clients et comptes rattachés : péages		136 282	112 833
Clients et comptes rattachés autres activités		9 447	26 354
Clients douteux		8 771	15 728
Clients, factures à émettre		69 395	88 826
Autres créances diverses		21 829	
Provision pour dépréciation des créances clients		(8 528)	(5 981)
Total clients et autres créances financières (1)		238 033	238 145
Autres créances non financières		75 565	68 725
Total clients et autres créances		313 598	306 870

Le capital social de la société HIT au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 est composé de 1 512 267 743 titres d'une valeur nominale de 1 euro chacun. Toutes les actions donnent droit au paiement du dividende. Les primes d'émission, correspondant à des apports des actionnaires excédant la valeur nominale des actions, s'élevaient à 165 720 milliers d'euros au 31 décembre 2014 ; elles ont été diminuées de 56 924 milliers d'euros au cours du 1^{er} semestre 2015 au travers d'une distribution exceptionnelle décidée par la Collectivité des Associés le 4 mai 2015 et s'établissent au 31 décembre 2015 à 108 796 milliers d'euros.

3.18 Provisions

Au 31 décembre 2015 :

Non courant	Au 1 ^{er} janvier 2015	Dotations	Reprises		Variation de l'actualisation	Variation de périmètre et autres	TOTAL
			Utilisation de l'exercice	Reprise sans utilisation			
	280 378	174 554	(55 404)		14 195		413 723
Provisions sur domaine autoroutier concédé	280 378	174 554	(55 404)		14 195		413 723
TOTAL	280 378	174 554	(55 404)		14 195		413 723

Courant	Au 1 ^{er} janvier 2015	Dotations	Reprises		Variation de l'actualisation	Variation de périmètre et autres	TOTAL
			Utilisation de l'exercice	Reprise sans utilisation			
	50 158	29 666	(115)			(489)	78 111
Provisions sur domaine autoroutier concédé	45 504	16 364	(115)	(458)		(50)	10 030
Litiges	4 654	3 272		(651)		(439)	7 303
Autres	45 504	16 364		(651)		(439)	60 778
TOTAL	50 158	29 666	(115)			(489)	78 111

TOTAL	Au 1 ^{er} janvier 2015	Dotations	Reprises		Variation de l'actualisation	Variation de périmètre et autres	TOTAL
			Utilisation de l'exercice	Reprise sans utilisation			
	330 536	204 220	(55 519)		14 195	(489)	491 834
Provisions sur domaine autoroutier concédé	280 378	184 584	(55 404)	(458)	14 195	(50)	423 753
Litiges	4 654	3 272	(115)	(651)		(439)	7 303
Autres	45 504	16 364		(651)		(439)	60 778
TOTAL	330 536	204 220	(55 519)		14 195	(489)	491 834

Au 31 décembre 2014 :

Les régimes à prestations définies s'analysent comme suit :

	31 décembre 2015	31 décembre 2014
Engagements et droits	41 745	41 894
Juste valeur des actifs	(1 617)	(1 538)
Total engagement net	40 128	40 356
Montant net figurant au bilan	40 128	40 356

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer les montants ci-dessus ont été les suivantes :

	31/12/2015	31/12/2014
Taux d'actualisation	2,00%	1,75%
Taux de progression des salaires	2,75%	2,75%

La sensibilité de l'engagement à une évolution de ces deux principales hypothèses au 31 décembre 2015 est la suivante :

31 décembre 2015		Taux d'actualisation		Taux de progression des salaires	
(en milliers d'euros)	Total des engagements et droits	Hausse de 50 bp : 2,5%	Baisse de 50 bp : 1,5%	Hausse de 50 bp : 3,25%	Baisse de 50 bp : 2,25%
		39 648	44 038	43 911	39 725

Au 31 décembre 2014, la sensibilité de ces deux hypothèses se présentait ainsi :

31 décembre 2014		Taux d'actualisation		Taux de progression des salaires	
(en milliers d'euros)	Total des engagements et droits	Hausse de 50 bp : 2,25%	Baisse de 50 bp : 1,25%	Hausse de 50 bp : 3,25%	Baisse de 50 bp : 2,25%
		39 622	44 263	44 289	39 715

Les engagements à prestations définies sont toujours financés entièrement par le groupe à l'exception de la retraite des cadres dirigeants (régime partiellement financé).

Ventilation des régimes par financement
(en milliers d'euros)
Au 31 décembre 2015
Au 31 décembre 2014

TOTAL		Engagement net au titre des régimes financés en totalité ou partiellement		Engagement net au titre des régimes non financés	
40 128	40 356	1 514	2 236	38 120	38 120

Les tableaux ci-après détaillent les droits dus par le groupe au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014, ainsi que la juste valeur des actifs financiers, pour chaque catégorie d'engagement (retraites : indemnités de fin de carrière et retraite des cadres dirigeants) et mutuelle des retraités de la société Sapn (prestations médicales).

Engagements prestations définies		Engagements		Engagements et droits en début de période		Nouveaux engagements & modifications de régime		Coût des services		Charge d'intérêts financiers		Pertes (gains) actuariels		Prestations payées		Mouvement de périmètre		Engagements et droits en fin de période		
Au 31	2015	Au 31	2014	33 414	26 998	2 835	1 568	1 889	1568	862	561	(1 683)	5 757	(1 919)	(659)	34 438	33 414			
déc.	2015	déc.	2014																	
Au 31	2014	Au 31	2014	3 773	3 463	(1 310)	378	198	378	113	66	404	(181)			3 131	3 773			
déc.	2014	déc.	2014																	
Au 31	2015	Au 31	2014	4 707	14 303	(10 307)	636	322	636	82	304	(804)	(38)	(191)		4 176	4 707			
déc.	2015	déc.	2014																	
Au 31	2014	Au 31	2014	41 894	44 764	1 525	2 409	2 582	2 409	709	1 279	(2 083)	5 538	(2 050)	(659)	41 745	41 894			
déc.	2014	déc.	2014																	
Au 31	2015	Au 31	2014	TOTAL																

Les nouveaux engagements & modifications de régime des IFC correspondent à la provision des mesures d'accompagnement de la GEPP 2016-2018 (voir note 3.4)

Engagements prestations définies - Actifs de couverture

Engagements prestations définies - Actifs de couverture		IFC		Retraites Complémentaires		Mutuelle		TOTAL	
Au 31	2015	Au 31	2014	1 538	1 491			1 538	1 491
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	27	49			27	49
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	52	(2)			52	(2)
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014						
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	Juste valeur des actifs du plan en début de période				1 538	1 491
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	Rendement attendu des actifs				27	49
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	Gains/(pertes) actuariels				52	(2)
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	Contributions de l'employeur					
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	Prestations payées					
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	Juste valeur des actifs du plan en fin de période				1 617	1 538
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	TOTAL					
déc.	2015	déc.	2014						

Ecart actuariels imputés en réserve

(en milliers d'euros)

Ecart actuariels imputés en réserve		IFC		Retraites complémentaires		Mutuelle		TOTAL	
Au 31	2015	Au 31	2014	(1 683)	5 757	(804)	(38)	(2 083)	5 540
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	404	(179)	(804)	(38)	(2 083)	5 540
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	Pertes (gains) actuariels				(2 083)	5 540
déc.	2015	déc.	2014						
Au 31	2014	Au 31	2014	Ecart actuariels imputés en réserve				(2 083)	5 540
déc.	2014	déc.	2014						
Au 31	2015	Au 31	2014	TOTAL					
déc.	2015	déc.	2014						

Le total des gains actuariels engendrés par les engagements sociaux à prestations définies au cours de l'exercice 2015 est de 2 083 milliers d'euros (5 540 milliers d'euros de pertes actuarielles au cours de l'exercice

Au 31 décembre 2015					
	Passifs au coût amorti	Passifs détenus à des fins de transactions	Dérivés qualifiés de couverture	Valeur nette comptable à la clôture	Juste valeur à la clôture
<i>(en milliers d'euros)</i>	Emprunts courants et non courants	5 605 376	41 644	5 605 376	6 616 772
Avances de l'Etat	17 318	17 318		17 318	17 318
Intérêts courus et non échus	81 372			81 372	81 372
Fournisseurs et autres dettes financières (voir note 3.21)	203 589			203 589	203 589
Total dettes financières selon IAS 39	5 932 438	0	41 644	5 974 082	6 985 478

Au 31 décembre 2014					
	Passifs au coût amorti	Passifs détenus à des fins de transactions	Dérivés qualifiés de couverture	Valeur nette comptable à la clôture	Juste valeur à la clôture
<i>(en milliers d'euros)</i>	Emprunts courants et non courants	5 909 703	44 103	5 909 703	7 077 897
Avances de l'Etat	17 318	17 318		17 318	17 318
Concours bancaires courants	2 545			2 545	2 545
Total dettes financières hors fournisseurs	6 066 820	0	44 103	6 110 923	7 279 117
Total dettes financières selon IAS 39	6 254 724	0	44 103	6 298 827	7 467 021

Les dépôts et cautionnements reçus correspondent principalement aux cautionnements versés par les porteurs de cartes et de badges ; ils sont restitués en cas de résiliation de l'abonnement et après retour de la carte ou du badge. Ils sont assimilables à des dépôts à vue et de ce fait ne requièrent pas d'être actualisés.

Les dettes financières autres que les emprunts ont une juste valeur correspondant à leur valeur comptable.

Comme en 2014, le groupe HIT a procédé en septembre 2015 à une opération de refinancement de sa dette obligataire (opération de « Liability Management »).

Le groupe a racheté une partie de sa dette obligataire émise en 2011 et 2012 à un taux de 5,75% d'échéance 2018 d'un total de 1 150 millions d'euros, dont le nominal avait été ramené à 750 millions d'euros en 2014 lors d'une première opération de rachat d'obligation financé par une émission de 450 millions d'euros de maturité 2025 et portant un taux intérêt de 2,25%. Le rachat effectué en 2015 porte sur un montant de 250 millions d'euros. Afin de permettre ce rachat, une prime de 33,3 millions d'euros (la « prime de rachat ») a été versée aux obligataires apportant leurs titres à l'opération de refinancement. Cette prime a été entièrement constatée en charges de l'exercice 2015.

La société HIT SAS a concomitamment émis une dette obligataire pour 200 millions d'euros en abondant la souche mars 2025 offrant un coupon de 2,25% émise en septembre 2014 pour 450 millions d'euros.

Cette opération de refinancement a permis au groupe HIT de s'assurer un financement complémentaire de 200 millions d'euros à un taux coupon de 2,25% fixé pour la période 2018 - 2025.

Par ailleurs, le groupe HIT, au travers de ses filiales Sanef et Sapn, a également procédé au refinancement d'une partie de sa dette qui était portée par la « CNA » (Caisse Nationale des Autoroutes) lors du dernier trimestre de l'exercice 2015. Cette opération a permis de réduire les besoins de refinancement du court terme (notamment la maturité CNA 2018) à un coût inférieur et à diversifier les sources de financement du groupe.

Ainsi le groupe a racheté les échéances 2018 et partiellement 2017 de la CNA pour un total d'environ 581 millions d'euros et émis une obligation publique de 600 millions d'euros à échéance 10 ans long (mars 2026) avec un coupon de 1,875%. Cette opération de rachat a été effectuée en payant une prime de 59 millions d'euros (la « prime de rachat ») à la CNA et entièrement constatée en charges de l'exercice 2015.

Compte tenu de la revalorisation en juste valeur de la dette financière du sous-groupe Sanef, consécutive à l'allocation du coût d'acquisition des actions Sanef à la date d'acquisition par HIT, l'ensemble des emprunts sont soumis à des taux effectifs allant de 2 à 5,8 %, avec un taux moyen de 4.3 %.

3.21 Fournisseurs et autres dettes

(en milliers d'euros)		Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Avances et acomptes reçus sur commandes		34 169	23 532
Fournisseurs		110 050	110 501
Dettes sur immobilisations		58 854	50 606
Autres dettes financières		516	3 265
Total Fournisseurs et autres dettes financières (1)		203 589	187 904
Dettes fiscales et sociales		151 793	154 323
Produits constatés d'avance		22 594	31 638
Total dettes non financières		174 387	185 961
Total dettes fournisseurs et autres dettes		377 976	373 865

(1) Passifs financiers évalués selon la méthode du coût amorti

Les dettes fournisseurs et autres dettes étant à très court terme, leur valeur comptable est très voisine de leur juste valeur.

Litiges

Les sociétés du groupe sont parties à un certain nombre de litiges dans le cours normal de leurs activités. Le groupe HIT considère qu'au 31 décembre 2015 aucun de ces litiges n'est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur son résultat opérationnel ou sur sa situation financière (en dehors des risques effectivement provisionnés dans les comptes).

Engagement 1% paysage

Dans le cadre de la politique gouvernementale du 1% Paysage et Développement, pour les sections à construire ou en cours de construction, le groupe contribue sous réserve d'une participation des collectivités locales concernées à hauteur d'un même montant, aux dépenses nécessaires à la bonne insertion de l'autoroute dans le paysage environnant.

(en milliers d'euros)	31/12/2015	31/12/2014
Engagement 1% paysage	162	299

Les dépenses dites du 1% paysage s'inscrivent dans la politique définie par les pouvoirs publics dans une note du 12 décembre 1995 sur l'environnement et le développement économique des régions traversées par les autoroutes et grands itinéraires interrégionaux, et sont ainsi définies dans le cahier des charges de la concession : « Pour les autoroutes à construire ou en cours de construction, la société concessionnaire contribue aux dépenses nécessaires à la bonne insertion de l'autoroute dans le paysage environnant, dans l'intérêt tant des habitants du voisinage que des usagers de l'autoroute y compris les dépenses d'entretien des aménagements paysagers ainsi réalisés. Ces dépenses peuvent éventuellement concerner des interventions en dehors de l'emprise concédée. Le montant des dépenses à la charge de la société concessionnaire ne pourra dépasser 0,5% du coût des ouvrages, sous réserve que les collectivités publiques contribuent, dans les conditions précisées par l'Etat au financement de ces dépenses pour un même montant. » (article 12.10).

Pour pouvoir être utilement invoqué, l'exercice de ce droit par les collectivités publiques est cependant subordonné à l'inscription par décret des travaux autoroutiers prévus sur une liste ; la demande de subventions sur la base de cette liste rend les travaux en cause éligible au 1% et crée alors une obligation de la société de participer aux aménagements qui seront effectués à ce titre.

Cautions données :

En raison de la sortie du sous-groupe Sanef-its en mai 2015 (voir note 3.1), le groupe HIT n'a plus comme cautions données que les cautions suivantes :

Sanef a fait émettre une garantie bancaire pour l'exploitation de l'autoroute A65 pour A'Liénoir d'un montant de 1 048 milliers d'euros présente au 31 décembre 2015 (1 000 milliers d'euros au 31 décembre 2014) ainsi que des garanties complémentaires maison-mère pour un total de 2 363 milliers d'euros sans modification depuis le 31 décembre 2014.

Sanef a donné deux garanties pour un montant total de 5 000 milliers d'euros en faveur d'eurotoll dans le cadre de contrats passés avec ECOTRANS, réseau autoroutier italien (inchangée par rapport au 31 décembre 2014).

La société eurotoll a augmenté en 2015 le montant des deux garanties bancaires accordés en 2014 à la société Ages en pour un montant total de 2 700 milliers d'euros (1 800 milliers d'euros fin décembre 2014).

Sanef a fait émettre deux garanties bancaires dans le cadre du contrat d'exploitation du Périphérique nord de Lyon pour un montant cumulé de 7 990 millions d'euros au décembre 2015, sans modification par rapport au 31 décembre 2014.

Le montant total des cautions au 31 décembre 2015 est de 21 038 millions d'euros (100 359 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Cautions reçues :

Les sociétés du groupe HIT ont reçu des cautions et garanties sur marchés pour un total de 12 875 millions d'euros au 31 décembre 2015 (24 472 millions d'euros au 31 décembre 2014).

3.23 Gestion des risques financiers et instruments dérivés

3.23.1 Risques de marché

En matière de risque de marchés (taux d'intérêt, changes et valeurs cotées), HIT encourt principalement un risque de taux d'intérêt.

La partie de l'endettement à taux fixe est soumise à un risque de variation de juste valeur en cas de rachat de celle-ci sur le marché alors que les dettes à taux variable impactent les résultats financiers futurs.

Comme mentionné dans la note 3.20, une partie significative de la dette financière du groupe HIT a été contractée à taux fixe.

Le groupe a contracté des caps lui permettant de limiter les effets d'une éventuelle hausse des taux. Ces instruments ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture.

Au total, HIT n'encourt qu'un risque limité d'augmentation de ses charges financières en cas de hausse des taux d'intérêts (voir l'analyse de sensibilité ci-après).

L'emprunt syndiqué à taux variable émis dans le cadre de l'acquisition de Sanef, pour un montant initial de 1 150 millions est couvert en totalité par trois swaps prêteurs taux variables – emprunteurs taux fixe (voir ci-après). Suite au remboursement partiel de cet emprunt pour 750 millions d'euros en 2011 et du solde de 334 millions en 2012, les couvertures ont été révisées des mêmes montants. Au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014, l'encours de la dette, et le nominal des swaps, est nul. Cependant, les contrats de swaps ne sont pas terminés et leur nominal remontera à partir de 2018 jusqu'à un maximum de 750 millions d'euros. Ces swaps sont qualifiés de couverture de flux de trésorerie.

La structure de taux des emprunts est la suivante :

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Taux fixe ou révisable	5 447 371	5 727 671
Taux variable	158 005	182 032
Total	5 605 376	5 909 703

Suite à la vente au cours du 1^{er} semestre 2013 des swaps de taux d'intérêts destinés à variabiliser les taux fixes d'une partie de la dette Sanef et Sapn, il n'y a plus au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014 d'instruments de variabilisation de la dette.

Depuis 2009, le groupe contracte des caps lui permettant de limiter les effets d'une éventuelle hausse des taux. Le montant des caps au 31 décembre 2015 est de 25 millions d'euros (100 millions d'euros au 31 décembre 2014). Ces caps n'ont pu être qualifiés d'instruments de couverture.

Les emprunts à taux variable non capé représentent un montant de 133 millions d'euros au 31 décembre 2015 (82 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Aucune inefficacité n'a été constatée en résultat sur les relations de couverture de flux de trésorerie.

Les caractéristiques des swaps qualifiés de couverture au 31 décembre 2015 sont les suivants :

- Swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie :

Echéance (en milliers d'euros)	Valeur de marché au 31/12/2015	HIT paie le taux fixe	HIT reçoit le taux variable	Montant nominal
A fin 2024	(41 644)	4,11 %	Euribor 3 mois	0

Ce swap, dont la valeur nominale est nulle au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014, et ce jusqu'en 2018, verra sa valeur nominale atteindre un maximum de 750 millions d'euros au cours de l'année 2021 pour s'éteindre en 2024.

Au 31 décembre 2014 :

Echéance (en milliers d'euros)	Valeur de marché au 31/12/2014	HIT paie le taux fixe	HIT reçoit le taux variable	Montant nominal
A fin 2024	(44 103)	4,11 %	Euribor 3 mois	0

La variation au bilan des swaps qualifiés de couverture de flux de trésorerie avant effet d'impôts s'explique de la façon suivante :

Actif (passif) en milliers d'euros

juste valeur à l'ouverture :

(44 103)

variation de juste valeur

(2 459)

Juste valeur à la clôture

(41 644)

Par ailleurs, afin de couvrir le risque de remonté des taux d'intérêts lors de l'opération de Liability Management (voir note 3.21), deux swaps de couverture de flux de trésorerie ont été mis en place dont le débouclage en septembre 2014 a entraîné une soule payée nette de 7 616 milliers d'euros maintenue en capitaux propres jusqu'en mars 2018, date de début de son amortissement.

Au 31 décembre 2015, le solde figurant en capitaux propres (parmi les autres éléments du résultat global) au titre des instruments dérivés qualifiés en couverture de flux de trésorerie se décompose comme suit :

Perte cumulée sur swaps vivants	(41 644)	cf note 3.14.3
Perte restant à recycler en résultat sur swaps résiliés	(4 495)	cf note 3.20
Total	(53 755)	

Au 31 décembre 2014, le solde se décomposait ainsi :

Perte cumulée sur swaps vivants	(44 103)	cf note 3.14.3
perte restant à recycler en résultat sur swaps résiliés	(11 126)	cf note 3.20
Total	(62 845)	

Une variation de 50 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait eu pour conséquence une hausse (diminution) des capitaux propres et du résultat à hauteur des montants indiqués ci-dessus. Pour les besoins de cette analyse, toutes les autres variables sont supposées rester constantes.

Par ailleurs, le groupe HIT a assez peu de risques de change ; en effet le groupe est peu exposé au risque transactionnel dans le cadre de son activité.

3.23.2 Risques de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le groupe HIT dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

La valeur comptable de ses actifs financiers (présentée ci-après) représente l'exposition maximale au risque de crédit.

<i>(en milliers d'euros)</i>		Note	
	31/12/2015		31/12/2014
Créances rattachées à des participations	55 649	3.14	75 074
Prêts	1 958	3.14	1 730
Dépôts et cautionnements	562	3.14	639
Créances clients et autres créances financières	238 033	3.15	238 145
Actifs financiers courants	2 880	3.14	17 403
Trésorerie et équivalent trésorerie	229 202	3.16	297 444
Total	528 284		630 435

Au 31 décembre 2015, les créances clients et autres créances représentent 238 millions d'euros d'actifs (238 millions d'euros d'actifs au 31 décembre 2014) et la trésorerie se situe à environ 229 millions d'euros (297 millions d'euros au 31 décembre 2014) : ces montants traduisent en fait un risque négligeable en matière de crédit au vue de la qualité des contreparties du groupe et des conditions d'encassement des créances clients (réglement au comptant ou à très court terme).

Les placements financiers des liquidités excédentaires sont effectués auprès d'établissements financiers de premier plan. Ceux-ci sont également les contreparties aux contrats de swaps de taux et d'autres dérivés.

3.23.3 Risques de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme celui lié aux difficultés susceptibles d'être encourues pour faire face aux échéances de paiement d'emprunts ou d'autres engagements.

Les besoins de financement, hors investissements de développement, ne sont pas suffisamment significatifs pour laisser entrevoir des difficultés à emprunter.

La dette financière principale de HIT (emprunts CNA et BNP/Dexia) est soumise à deux covenants :
- le ratio dette nette/EBITDA
- le ratio EBITDA/charges financières nettes.

Au 31 décembre 2014 comme au 31 décembre 2013, le groupe HIT respecte ces covenants.

La répartition des emprunts par échéance est la suivante :

Année	Moins d'1 an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
2016	311 377						311 377
2017		245 857					245 857
2018			622 349				622 349
2019				318 266			318 266
2020					254 607		254 607
2021						1 709 455	1 709 455
2022						262 145	262 145
2023						359 695	359 695
2024						352 667	352 667
2025						577 616	577 616
2026						591 342	591 342

L'endettement du groupe HIT ayant une durée plus courte que le contrat de concession, le groupe devra se refinancer selon un calendrier que le groupe maîtrise grâce à la prévisibilité des flux de trésorerie d'exploitation et d'investissement. Le groupe n'anticipe à ce jour aucune difficulté de refinancement.

31 décembre 2014	31 décembre 2015
354 173	311 377
337 040	245 857
324 397	622 349
1 361 310	318 266
317 808	254 607
3 214 975	3 852 920
5 909 703	5 605 376

(en millions d'euros)

Note	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	6 mois ou moins	6 à 12 mois	1-2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés							
Emprunts financiers	3.21	5 605,4	7 172,0	339,0	200,0	469,0	1 774,0
Avances de l'Etat et collectivités	3.21	17,3	17,3	17,3			
Dépôts, cautionnements et autres dettes financières	3.21	24,8	24,8	24,8			
Dettes fournisseurs	3.22	203,1	203,1	203,1			
Autres dettes courantes	3.22	0,5	0,5	0,5			
Passifs financiers dérivés							
Instruments dérivés de taux d'intérêts	3.21	0,0	0,0				
Total des flux		7 417,7	584,7	200,0	469,0	1 774,0	4 390,0

3.24 Transactions avec les parties liées

Le groupe HIT n'est pas prêteur à sa société mère Abertis au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014. Aucune autre information n'est donnée au titre des transactions conclues entre les parties liées dans la mesure où ces transactions ont été jugées non significatives au regard de la norme IAS24.

La Caixa, principal actionnaire d'Abertis, est contrepartie d'un swap (flux de trésorerie) d'une valeur nominale nulle au 31 décembre 2015 comme au 31 décembre 2014 mais dont le profil entraînera de nouveau une valeur nominale à partir de l'année 2018.

La Caixa est également contrepartie de la soule payée sur le dénouement partiel de ce swap survenu en 2011 à hauteur de 9,5 millions d'euros et sur la soule payée sur le dénouement survenu en 2012 à hauteur de 5,2 millions d'euros. La part de la Caixa dans l'amortissement constaté en 2015 est de 1,2 millions d'euros (2,2 millions d'euros sur l'année 2014), celle restant à amortir à ce titre en résultat au 31 décembre 2015 étant désormais de 0,8 millions d'euros (2 millions d'euros au 31 décembre 2014).

Les sociétés mises en équivalences sont présentées dans la note 3.1.

Au 31 décembre 2015, le groupe a une créance totale de 56 millions d'euros avec la société Alis (55,7 millions d'euros au 31 décembre 2014) : le montant du prêt accordé par le groupe à la société Alis s'élève, intérêts capitalisés compris, à 45,9 millions dont 3,1 millions d'euros de TVA (44,4 millions d'euros au 31 décembre 2014) au taux d'intérêt de 6%. Le groupe a également une avance actionnaire de 7,9 millions d'euros au taux d'intérêt de référence (art. CGI 39.13) soit 2,11% (7,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 au taux de 7%) ainsi que des créances d'exploitation pour 1,6 millions d'euros hors taxe, soit 2,2 millions TTC au 31 décembre 2015 (contre 1,8 millions d'euros HT et 2,5 millions d'euros TTC au 31 décembre 2014) remboursable par montant fixe de 176,4 milliers d'euros par an jusqu'en 2028.

Au 31 décembre 2015, le groupe Sanef n'a plus de créance auprès de la société A'Lienor, la créance de 20,4 millions d'euros en 2014 et les intérêts générés en 2015 ayant été incorporée au capital de la société A'Lienor au cours de l'année 2015 pour un montant de 21,6 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous présente pour l'année les montants comptabilisés en charge des rémunérations et avantages assimilés accordés par HIT et les sociétés qu'elle contrôle aux personnes qui ont été au cours de l'année 2015 ou qui sont à la clôture membre du Comité Exécutif ou du conseil d'administration du groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>		
	2015	2014
Rémunérations	2,3	2,6
Charges sociales patronales	1,0	1,2
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,2
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Paiements en actions (*)	-	-

(*) charge de l'année constatée conformément à la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » - cf note 2.15.

Le total de ces charges de personnel s'élève à 3,3 millions d'euros en 2015 (4,0 millions d'euros en 2014).

Au cours de l'exercice 2015 un montant de 540 milliers d'euros a été alloué au titre des jetons de présence (416 milliers d'euros pour l'exercice 2014).

3.25 Information sectorielle

Les secteurs opérationnels tels que les suit le management opérationnel du groupe sont les concessions autoroutières, les autres activités opérationnelles du sous-groupe Sanef auxquelles sont rattachées les activités de solutions de péages (sur quatre mois en 2015) et enfin l'activité Holding de la société HIT SAS.

En 2015, le périmètre des secteurs opérationnels a été modifié, les concessions autoroutières comprennent désormais les sociétés Sanef, Sapn, SEA 14 et Bip&Go. Les principaux types de produits et services des

concessions autoroutières sont les revenus des péages et des abonnements de télépéage VL, représentant la majeure partie des produits d'exploitation, ainsi que des revenus annexes tels que les redevances d'installations commerciales situées sur les aires d'autoroutes, les prestations de services réalisées par ces sociétés sur le réseau ou à proximité immédiate.

Les autres activités opérationnelles sont constituées des filiales hors concessions (eurotoll, Sanef, Aquitaine ...) du groupe mais aussi des sociétés intégrées par équivalence (Alis et A'Lienor) et des activités de solutions de péage (groupe sanef-its) pour les quatre premiers mois de l'année.

Les principaux produits et services des autres activités sont les ventes de prestations de service du sous-groupe sanef-its (sur les 4 premiers mois de l'année), les ventes d'abonnements et de services télématiques PL, l'exploitation du Boulevard Périphérique Nord de Lyon et l'exploitation de l'A65.

Le secteur Holding porte le financement du rachat du sous-groupe Sanef par HIT SAS ainsi que les impacts de l'affectation de la survalueur engendrée lors de ce rachat.

Le management effectue un suivi des secteurs selon leur contribution aux résultats consolidés.

Les principaux indicateurs par activité en 2015 sont les suivants :

L'EBITDA correspond au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements et provisions.

2015, en millions d'euros	Concessions autoroutières	Holding	Autres activités	Sous-groupe ITS	Total groupe HIT
Chiffre d'affaires	1 661,8	-	16,5	23,9	1 702,2
<i>dont chiffre d'affaires construction</i>	107,0				107,0
Amortissements d'actifs corporels	(39,5)	(87,0)	(0,6)	(0,2)	(40,2)
Amortissements d'actifs incorporels	(237,2)	(87,0)	(0,4)	(0,3)	(325,0)
Bénéfice opérationnel	754,7	(88,6)	2,2	(0,4)	667,9
EBITDA	1 072,4	(1,6)	3,3	0,1	1 074,2
Produits d'intérêts	15,9	6,5	0,0	0,5	23,0
Charges d'intérêts	(158,6)	(120,7)	(0,2)	(0,2)	(279,8)
Bénéfice avant impôts	558,3	(241,7)	1,8	(0,2)	318,2
Quote-part du secteur dans les résultats des sociétés mises en équivalences			1,0	0,0	1,1
Charge d'impôt sur le résultat	(214,5)	77,3	(1,7)	(0,5)	(139,5)
Résultat net	343,8	(164,4)	1,2	(0,8)	179,8
Acquisitions d'actifs corporels et incorporels	148,2		3,3		151,4
Total des Actifs	4 237,6	4 548,0	61,8	-	8 847,3

En 2014, les principaux indicateurs étaient les suivants :

2014, en millions d'euros	Concessions autoroutières	Autres activités	Holdings	Total groupe HIT
Chiffre d'affaires dont chiffre d'affaires construction	1596,6	85,6	-	1 682,2
Amortissements d'actifs corporels	(40,2)	(2,5)	-	(42,7)
Amortissements d'actifs incorporels	(259,3)	(2,3)	(93,3)	(354,9)
Bénéfice opérationnel	732,2	(12,1)	(94,6)	625,5
EBITDA	1 073,6	14,6	(1,3)	1 086,9
Produits d'intérêts	12,2	1,9	3,5	17,6
Charges d'intérêts	(171,1)	(0,7)	(122,8)	(294,6)
Bénéfice avant impôts	556,3	(12,5)	(225,8)	318,0
Quote-part du secteur dans les résultats des sociétés mises en équivalences	(9,1)	0,6	-	(8,5)
Charge d'impôt sur le résultat	(212,0)	6,0	63,0	(142,2)
Résultat net	335,2	(5,9)	(162,0)	167,3
Acquisitions d'actifs corporels et incorporels	126,8	6,1	-	132,9
Total des actifs	4 547,8	168,9	4 327,0	9 043,7

3.26 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement de portée significative n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.